

Octobre 1935

BULLETIN

de la Ligue des Communistes-Internationalistes (Bolchéviks-Léninistes)

édité par le Secrétariat International

Rédaction et Administration : Woudt-Bouman, Amsterdam-W., Paramaribostraat 10 huis, Hollande

Sommaire:

L. Trotsky: L'URSS et la révolution internat. (Au sujet du 7^e cong.)
 Résolution du S.I. au sujet du bureau de Stockholm des jeunes
A. Tarov: Appel personnel au prolétariat mondial
L. Trotsky: La terreur de l'auto-conservation bureaucratique
 Appel du BULLETIN DE L'OPPOSITION russe.
 Les armées Rouges Chinoises
Moulin: L'Angleterre et la guerre de sanctions
L. Trotsky: Remarques sur le projet de thèses de la Ligue Communiste d'Afrique du Sud.

LA POSITION DE LA CLASSE OUVRIERE DEVANT LE CONFLIT
 IMPERIALISTE AUTOUR DE L'ETHIOPIE

Union sacrée sous le drapeau de la S.D.N. ou lutte de classe
 révolutionnaire sous le drapeau de l'Internationalisme prolétarien?

(Déclaration des bolchéviks-léninistes
 d'Italie, de France, d'Angleterre
 et d'Allemagne)

Dès juillet dernier, le Secrétariat International de la Ligue des Communistes-Internationalistes lançait aux ouvriers de tous les pays cet avertissement:

"On n'arrête pas la guerre par des plaintes déposées au bureau de la S.D.N. Si on laisse encore faire Mussolini, dans les prochains mois nous le verrons passer de la phase de préparation à la phase de guerre effective".

Comme moyen d'action internationale on lançait le mot d'ordre de boycott ouvrier de l'Italie fasciste et de soutien de la lutte des peuples Ethiopiens. Les deux Internationales de Moscou et de Bruxelles, celle de Staline et celle de Vandervelde, le ministre de sa majesté le roi de Belgique, se traînant l'une et l'autre à la remorque de la S.D.N. ont, en fait, laissé à Mussolini tout loisir de se préparer à son œuvre de brigandage. Depuis le 3 octobre, la guerre fait ses ravages en Afrique et menace de s'étendre en Europe et au reste du monde.

Mais voilà qu'à des tromperies s'ajoutent des tromperies nouvelles, à des trahisons des trahisons nouvelles.

On comptait hier dans la S.D.N., pour empêcher Mussolini de faire la guerre en Afrique, on compte aujourd'hui dans les "sanctions" de Genève pour l'arrêter. Démasquer les menées de Genève, ouvrir les yeux à tous les travailleurs sur les nouvelles compétitions impérialistes susceptibles d'engendrer une nouvelle boucherie mondiale, telle est la tâche brûlante des partis ouvriers révolutionnaires.

On voit une nouvelle fois par l'exemple de l'Italie que la S.D.N. n'est pas à même de résister un seul instant à la pression des intérêts contradictoires des puissances impérialistes. Après le départ de l'Allemagne fasciste et du Japon, la S.D.N. est réduite de plus en plus à une arène de manoeuvres des deux impérialismes qui se disputent l'hégémonie sur le continent européen: la France et l'Angleterre. En réalité, le jeu international de la diplomatie secrète se mène hors de Genève et consiste à nouveau dans la recherche d'alliances militaires, derrière le dos et aux dépens des millions de travailleurs de tous les pays. L'Ethiopie n'est qu'un pion dans ce jeu des bandits impérialistes.

On sait que l'Abyssinie, membre de la S.D.N., dès le 3 janvier dernier a demandé à Genève qu' "en application de l'article 11 du pacte, toutes les mesures soient prises pour sauvegarder efficacement la paix". Or, "les mesures de paix" ont consisté, comme on sait, dans la recherche entre les fondés de pouvoir des bandits impérialistes de Rome, Londres et Paris d' "arrangement" pour le partage de l'Ethiopie (voyage d'Eden à Rome, conférence tripartite à Paris, etc...). Les "arrangements" pacifiques étant devenus impossibles, les appétits impérialistes de Rome ayant inquiété les maîtres de Londres, qui dans l'occupation de l'Ethiopie par l'Italie voit menacée la voie des Indes et la route africaine du Caire au Cap, on en est arrivé à la politique des "sanctions".

Le front de Stresa, où Mussolini avait été proclamé de la bouche de MacDonald le gardien de la paix en Europe - et comme tel salué jusques dans les notes diplomatiques de Litvinov - a été remplacé par Beldwin, successeur de MacDonald, par les accords navals avec l'Allemagne hitlérienne. Par ce seul fait, on voit combien il est faux de faire d'un conflit entre impérialistes pour le partage du monde un conflit entre la démocratie et le fascisme. Pour ce qui concerne la France, avec les accords de Rome du 7 janvier, Mussolini avait obtenu de Laval un blanc-seing en vue de son coup de brigandage en Afrique. (Pour ces accords, Laval a reçu son approbation des chefs socialistes français, ainsi que de Staline à Moscou.) Mais, en définitive, Laval a dû accepter de s'incliner devant la politique de Londres. Actuellement, la bourgeoisie italienne se trouve sous le coup des "sanctions" votées par Genève. Si, comme l'a dit le ministre du Foreign Office britannique, Samuel Hoare, les choses ne "s'arrangent" pas rapidement, ce sera "l'arbitrage des armes", c'est-à-dire l'extension de la guerre de l'Afrique en Europe. Ces simples faits suffisent à mettre en garde les ouvriers vis-à-vis de la soi-disant "politique de paix" de la S.D.N.; vis-à-vis de la "politique de sanctions".

La classe ouvrière n'a pas à modeler sa conduite sur celle de ses propres ennemis: ceux-ci cherchent leurs affaires et leurs profits, ne visant qu'à assurer leur domination dans le monde. La classe ouvrière doit avoir une politique indépendante si elle ne veut pas tomber, comme en 1914-1918, victime des pièges impérialistes.

Certes, - et nous l'avons dit les premiers - il faut appliquer des "sanctions" à Rome fasciste et soutenir le peuple éthiopien dans sa lutte contre les impérialismes. Mais c'est à la classe ouvrière que nous faisons appel et que nous continuons à faire appel. Aucune coalition de la classe ouvrière avec les classes bourgeoises. Le fait de se traîner à la remorque de Genève a servi seulement à rendre impossible jusqu'à

maintenant l'action internationale du prolétariat contre l'impérialisme romain. Et a servi en outre à troubler énormément la conscience de classe révolutionnaire des ouvriers, en favorisant l'illusion que la lutte de Genève c'est la lutte pour "le droit et la paix", tandis qu'il s'agit d'une lutte entre brigands qui sont tous également pour le pillage colonial.

S'il est vrai que c'est le fascisme qui prépare et organise la guerre de la manière la plus conséquente, il faut dire aussi que ce qui mène au fascisme et à la guerre c'est la nature réactionnaire, décadente, et de brigandage, du capitalisme contemporain. Sans mettre à nu le caractère hypocrite du pacifisme bourgeois - dont les fascistes aussi se parent - on ne peut pas mobiliser les masses dans la lutte contre la guerre et contre le fascisme.

Sans révolution pas de paix.

Pour oeuvrer à la fin rapide de la guerre commencée en Afrique, il ne faut pas associer l'action du prolétariat à celle des bandits impérialistes. Dans cette voie on marche à l'union sacrée, à la répétition de 1914-1918. La tâche du prolétariat dans chaque pays est de lutter contre le crime de s'entretuer au profit du gain capitaliste et de la rivalité impérialiste, est de lutter pour le triomphe de la révolution sociale, pour le renversement de sa propre bourgeoisie.

Oui, nous devons aider les peuples éthiopiens à vaincre l'impérialisme italien. Oui, nous devons aider les prolétaires italiens à se débarrasser du régime fasciste, à transformer la guerre impérialiste d'Afrique en guerre civile contre leurs exploiters. Mais nous, les ouvriers d'Europe et des autres pays, nous ne pouvons porter cette aide efficace aux travailleurs italiens et aux peuples éthiopiens qu'à la condition de combattre toute politique de brigandage colonial, toute politique de vol et d'exploitation capitaliste, qu'à la condition de lutter par les méthodes de nos propres organisations de classe. La victoire du prolétariat français sur la bourgeoisie, le fascisme de son propre pays, sera mille fois plus efficace dans l'aide au prolétariat italien et comme "garantie de la paix" que tous les accords passés par le quai d'Orsay. Toute victoire des ouvriers anglais sur leur propre bourgeoisie donnera aux ouvriers italiens plus d'impulsion dans la lutte contre le fascisme que tous les navires de l'Amirauté britannique dans la Méditerranée.

L'appel à la solidarité des peuples des Indes, de l'Egypte, du Maroc, de tous les peuples opprimés avec les armées éthiopiennes contre les négriers et les esclavagistes capitalistes de toute cocarde, est mille fois plus efficace pour résoudre le problème de la sécurité et de la paix que la méthode qui consiste à en confier le soin aux canons impérialistes.

NON. AUCUNE COALITION DES OUVRIERS AVEC LES BANDITS IMPERIALISTES.
 ORGANISATION IMMEDIATE DE L'ACTION
 INDEPENDANTE DU PROLETARIAT MONDIAL.
 CONTRE LA POLITIQUE COLONIALE,
 CONTRE L' IMPERIALISME,
 POUR LA FRATERNISATION DES EXPLOITES DE TOUT LE MONDE AVEC
 LES PEUPLES OPPRIMES DE TOUS LES CONTINENTS.

Au drapeau hypocrite de la Société des nations.
opposons celui des Etats-Unis Soviétiques d'Europe et du Monde.
Devant les deux Internationales social-impérialistes
devenues les Internationales du mensonge et de la trahison, bâtissons
la IVème Internationale, Parti mondial de la Révolution sociale.

Nous avons enfin la résolution sur le rapport de Dimitrov sur le fascisme. Elle est aussi longue et confuse que le rapport lui-même. Nous ne nous occuperons ici que de la première partie du premier paragraphe de la résolution, qui fait tout juste douze lignes de l'HUMANITE, mais qui constitue en même temps la pierre angulaire de tout l'édifice théorique et stratégique de la soi-disant Internationale Communiste. Voyons de plus près ce qui en est de cette pierre angulaire.

Nous citons ici textuellement ce premier paragraphe: "La victoire définitive, irrévocable du socialisme au pays des soviets, victoire d'une importance mondiale, qui a considérablement augmenté le pouvoir et l'importance de l'Union soviétique en tant que bastion des exploités et des opprimés du monde entier et qui enflamme les travailleurs pour la lutte contre l'exploitation capitaliste, la réaction bourgeoise et le fascisme, pour la paix, la liberté et l'indépendance des peuples". Les affirmations contenues dans cette phrase, aussi catégoriques qu'elles soient, sont cependant foncièrement fausses. Que signifie la "victoire définitive, irrévocable du socialisme au pays des soviets"? Aucun théoricien officiel n'a essayé de nous l'expliquer. La résolution, elle aussi, ne se donne pas la peine de nous indiquer les moindres critères sur lesquels s'appuie cette affirmation. Il nous faut donc, encore une fois, rappeler l'a, b, c, du marxisme. La victoire du socialisme, et surtout la victoire "définitive, irrévocable", ne peut consister qu'en ce que la productivité moyenne de chaque membre de la société socialiste soit plus élevée, même considérablement plus élevée que celle d'un ouvrier de la société capitaliste. Même le théoricien le plus audacieux de l'I.C. n'osera pas faire une telle affirmation par rapport à l'U.R.S.S. Nous espérons prouver prochainement par des chiffres le retard encore toujours très grand de l'Union soviétique en ce qui concerne le revenu national aussi bien qu'individuel. Pour notre tâche d'aujourd'hui nous n'avons pas besoin de ces preuves. Le fait que le gouvernement soviétique est forcé de maintenir le monopole du commerce extérieur, constitue une confirmation suffisante de l'état arriéré de l'économie soviétique - malgré tous les succès. Car si le coût de la production du pays était plus bas que celui des pays capitalistes, le monopole du commerce extérieur serait inutile. La récente réforme du commerce extérieur, interprétée par certains observateurs par trop superficiels comme un abandon du monopole du commerce extérieur, n'est en réalité qu'une réforme bureaucratique-technique qui ne touche pas le moins du monde au pilier du monopole lui-même. Depuis l'introduction des plans quinquennaux et de la collectivisation, le pouvoir entier de la bureaucratie soviétique s'appuyant d'une part sur les moyens de production nationalisés, et d'autre part, le produit soviétique étant toujours encore beaucoup plus cher que le produit capitaliste, la bureaucratie soviétique, par souci d'auto-conservation, ne peut pas renoncer au monopole du commerce extérieur. Ce fait décisif, la productivité peu élevée de la force de travail en Union soviétique, est la clé qui nous permet de pénétrer tous les autres secrets.

Si le revenu national, calculé par tête d'habitants, était en U.R.S.S. approximativement aussi élevé qu'aux Etats-Unis d'Amérique, et si, en outre, la bureaucratie n'en gâchait pas d'une manière improductive et parasitaire une bien trop grande partie, le niveau de vie de la population devrait être incomparablement plus élevé que dans les pays capitalistes, y compris les Etats-Unis. Mais il n'en est absolument pas ainsi. Le paysan russe, c'est-à-dire la très grande masse de la population, vit toujours dans une misère profonde. La situation de la majorité du prolétariat industriel n'a non plus encore atteint le niveau américain, pas même le niveau européen. La constatation loyale de ce fait ne s'oppose naturellement à aucune manière au mode de production socialiste, car le capitalisme nous offre un système en décomposition, le socialisme un système qui n'en est qu'à ses débuts. Cependant nous ne devons pas nous contenter des tendances générales du développement, mais il faut caractériser d'une manière tout

à fait précise les étapes atteintes; autrement nous nous perdons dans les lieux communs vides de sens.

Si la société socialiste donnait à ses membres une aisance à moitié assurée et la perspective d'une amélioration ininterrompue de la situation de chacun, alors le souci brûlant de la propre existence serait en voie de disparition, l'avidité, la convoitise et l'envie se manifesteront seulement, de plus en plus en plus ratement, comme des survivances de l'ancien état de choses, la solidarité économique passerait de l'état de principe à celui des mœurs quotidiennes. Il est bien inutile de prouver qu'il n'en est pas le moins du monde ainsi: la création d'une aristocratie ouvrière semi-privilegiée au sein de la bureaucratie soviétique pleinement privilégiée; l'effort de transposer tous les rapports d'homme à homme dans le langage de l'argent; les lois draconiennes pour la protection de la propriété étatique; et enfin les lois vraiment barbares contre les enfants "criminels", tout cela montre d'une manière frappante, d'une manière incontestable que le socialisme n'est de loin pas encore assuré "irrévocablement" dans le domaine qui est justement décisif pour le socialisme: dans la conscience du peuple.

Si le socialisme a triomphé "définitivement, irrévocablement", comme la résolution ose l'affirmer, pourquoi faut-il maintenir la dictature politique? Mieux encore, pourquoi se concentre-t-elle chaque jour davantage en un régime bureaucratique-bonapartiste d'une rigueur, d'un arbitraire, et d'une pourriture insupportables? Le socialisme assuré, enraciné "irrévocablement" ne peut se servir d'une bureaucratie omni-potente avec en plus un souverain absolu, car la dictature en général n'est finalement rien d'autre qu'un moyen étatique pour conserver et pour protéger les bases menacées et non pas assurées de l'Etat socialiste. La tentative timide de certains "théoriciens", consistant à invoquer des dangers extérieurs est bien trop stupide pour être prise au sérieux. Une société dont l'édifice socialiste est assuré, dont les rapports intérieurs reposent donc sur la solidarité de l'énorme majorité des masses, n'a pas besoin d'une dictature intérieure contre l'ennemi extérieur, mais seulement d'un appareil technique-économique.

En outre, la crainte de la guerre dans laquelle vit la bureaucratie soviétique et qui détermine toute sa politique internationale ne peut s'expliquer que par le fait que l'édifice socialiste sur lequel s'appuie la bureaucratie soviétique, n'est pas encore assuré, historiquement parlant. La lutte de l'Etat ouvrier contre le capitalisme menaçant est - du moins, devrait être - une partie de la lutte de classes de la classe ouvrière internationale. Pour l'Etat ouvrier la guerre signifie donc - devrait du moins signifier - la même chose que la révolution signifie pour le prolétariat des pays capitalistes. Nous sommes naturellement contre une révolution "prématurée", provoquée artificiellement, parce que, à cause du rapport de forces défavorable, elle ne peut mener qu'à la défaite. Il en est de même pour la guerre. Un Etat ouvrier doit l'éviter qui si elle est "prématurée", c'est-à-dire si le socialisme n'est pas encore assuré définitivement et irrévocablement. La considération courante, selon laquelle le socialisme serait assuré à l'intérieur, mais pourrait être écrasé par la violence militaire n'a pas de sens. Un système économique qui a pour effet la productivité accrue du travail humain, ne saurait être renversé par des mesures militaires. La victoire de la coalition européenne semi-féodale sur Napoléon n'a pas mené à la destruction du développement capitaliste en France, mais à son accélération dans le reste de l'Europe. L'Histoire enseigne que lorsque les vainqueurs se trouvent à une étape économique et culturelle inférieure à celle des vaincus, ils prennent à leur compte la technique, la culture et les conditions sociales de ceux-ci. Ce n'est pas la violence militaire comme telle qui menace le socialisme soviétique, mais les marchandises bon marché qui suivraient immédiatement les armées capitalistes victorieuses. D'ailleurs, si le socialisme était véritablement assuré en Union soviétique de la manière

qui vient d'être exposée, c'est-à-dire s'il existait une technique plus élevée, une productivité plus grande, un bien-être plus grand de l'ensemble de la population, une plus grande solidarité, alors il ne saurait être question d'une victoire militaire des Etats capitalistes disloqués à l'intérieur sur l'U.R.S.S.

Nous voyons donc combien est foncièrement fausse l'affirmation principale et vraiment décisive du 7ème Congrès mondial. Des marxistes révolutionnaires devraient dire: les succès techniques de l'U.R.S.S. sont considérables, les succès économiques restent loin en arrière. Pour assurer un "bien-être" seulement semblable à celui des pays capitalistes avancés et pour rééduquer la population, il nous faut encore bien des années, même en faisant abstraction des contradictions intérieures et du rôle de plus en plus néfaste de la bureaucratie soviétique, c'est-à-dire de deux facteurs qui, à eux seuls sont capables de détruire des acquisitions sociales non encore assurées. La décomposition du capitalisme, l'avance du fascisme, le danger de guerre croissant, tous ces processus progressent beaucoup plus rapidement que l'édification du socialisme en U.R.S.S. Seuls des bûches bornés et des bureaucrates bigots peuvent croire qu'en posant la question ainsi, "l'enthousiasme" de la classe ouvrière internationale s'atténue. On ne peut nourrir à la longue l'enthousiasme révolutionnaire avec des mensonges. Mais le mensonge est le pilier central du système stratégique de l'I.C. Le socialisme en U.R.S.S., sur un sixième du globe, serait irrévocablement assuré, pourvu que le prolétariat mondial y mette du sien pour qu'on laisse l'Etat soviétique en paix. Le mot d'ordre n'est donc pas: préparation à la révolution internationale, mais assurer la paix. D'où l'alliance avec les "amis de la paix", le remplacement de la lutte de classes par la communauté de classes, la création du front populaire avec les partis radicaux du capitalisme financier etc. etc. Tous ces moyens sont déjà en eux-mêmes incapables de prolonger la paix, à plus forte raison de l'assurer. Cependant, tout le programme de paix de l'I.C. est construit stratégiquement sur les prémices du socialisme "assuré" à l'intérieur. Sur des prémices est basé et s'effondre le 7ème Congrès mondial, car elles sont, comme nous venons de l'indiquer, complètement fausses.

14 septembre 1935

L. T r o t s k y

R é s o l u t i o n

du S.I. de la L.C.I. au sujet du bureau de Stockholm des jeunes

A la séance du secrétariat du bureau des jeunes de Stockholm, qui se tint à Oslo le 18 août, notre représentant, le camarade H e l d, fut exclu parce qu'il refusa d'obéir à la demande qu'on lui fit, exigence ultimative de la majorité du secrétariat (S.A.P., Mot Dag, Jeunesses suédoises) de se désolidariser de la critique de la L.C.I. envers le bureau des jeunes.

Le S.I. constate qu'au même moment où la bureaucratie de la S.F.I.O., sur l'ordre de Staline et de Laval, exclut l'aile révolutionnaire internationaliste de la Jeunesse Socialiste de France et de la S.F.I.O., le S.A.P., par l'intermédiaire de son représentant au bureau des jeunes fait alliance contre la L.C.I. avec des organisations (comme le Mot Dag, Norvège) qui défendent Staline, Laval et l'union sacrée: le S.I. caractérise cette politique comme une politique de trahison.

Le S.I. décline toute responsabilité pour la politique du bureau des jeunes de Stockholm après la scission du secrétariat et invite toutes les organisations à protester énergiquement contre l'attitude de la majorité du secrétariat du bureau des jeunes et à refuser toute collaboration politique avec cette majorité du secrétariat. Le S.I. fait remarquer aux organisations de jeunesse que cette politique traîtresse du S.A.P. dans le bureau des jeunes n'est que le résultat de son hostilité envers la construction de la IVème Internationale, et invite les organisations affiliées au bureau des jeunes à se rallier à la Lettre Ouverte à toutes les organisations ouvrières du monde Pour La Quatrième Internationale et à se mettre au travail pour la création des sections de jeunes de la Quatrième Internationale.

Appel personnel au prolétariat mondial

Des centaines et des milliers de bolchéviks-léninistes languissent dans les prisons staliniennes. Hier encore, j'étais avec eux, et ensemble nous partagions toutes sortes de tourments que nous infligeaient les gardes-chiourmes staliniens. Aujourd'hui je me trouve dans un pays semi-capitaliste, en "liberté". Hélas, il me semble que pour un révolutionnaire, il n'y a pas de place libre sur notre planète. En tout cas, aujourd'hui j'ai la possibilité de prononcer publiquement une parole de protestation contre les usurpateurs staliniens. Le devoir révolutionnaire m'oblige à faire appel au prolétariat mondial, en demandant son aide pour libérer des prisons staliniennes les révolutionnaires dévoués, les martyrs - les bolchéviks-léninistes. Que le prolétariat mondial sache que le pays des Soviets, comme tel, est en train de périr imperceptiblement, car le pouvoir soviétique sans communistes actifs et indépendants est impossible. C'est pourquoi la lutte pour un véritable parti communiste, la lutte contre les usurpateurs et contre le régime plébiscitaire, est la lutte pour la libération du système soviétique de sa dégénérescence tragique.

Pour faire connaître au prolétariat la situation des bolchéviks-léninistes en U.R.S.S. sous le régime stalinien, j'écrirai purement et simplement quelques mots de ma propre expérience. Le 30 juin 1934, je me suis enfui de ma déportation en Andijan, en me fixant comme tâche d'aller à Moscou, et de me présenter personnellement au C.C. pour parler de mon cas avec les gens qualifiés. Encore en mars 1934 j'ai fait connaître par télégramme au C.C. qu'étant oppositionnel, partisan de Trotsky, je cessais mon travail idéologique et organisationnel contre la direction du parti, et que j'étais prêt à remplir avec dévouement toutes les tâches du parti dans sa lutte pour la défense des conquêtes d'Octobre et la construction socialiste, en soulignant en même temps la nécessité de l'action commune de tous les communistes contre l'offensive de la réaction fasciste. Ayant envoyé cette dépêche au C.C. j'attendis une réponse annulant l'application à mon cas du paragraphe 58 et me restituant mes droits de membre du parti. Juridiquement, évidemment, aucun juge ne m'a condamné selon ce paragraphe. Mais en fait j'ai été condamné à la prison et à la déportation perpétuelles. J'ai été quatre ans en prison et trois ans en déportation. Pendant tout ce temps je n'ai vu personne sauf le juge d'instruction du G.P.Ou. et le garde-chiourme. D'habitude le juge d'instruction m'interrogeait pour la forme et le garde-chiourme ouvrait et fermait la porte de ma cellule, quand c'était nécessaire. J'étais condamné à ce sévère isolement sans qu'il y ait une preuve matérielle quelconque contre moi. Trois fois on a perquisitionné chez moi, - on n'a trouvé absolument rien. Mais on m'a arrêté quand-même et emprisonné. Si tu es trotskyste, tu dois être en prison ou en déportation. Si tu renonces à l'opposition, tu reçois le "moins" (1). Ça sera jusqu'à un certain point une peine moins grave. Par exemple on peut te transporter de la Sibérie du Nord dans la Sibérie du Sud. Les simples oppositionnels, on les torture sans pitié, en leurs proposant de renoncer à leurs opinions. Après l'interrogatoire, le juge d'instruction, avant de lire le verdict, te propose de renoncer à tes opinions et s'il reçoit comme réponse un refus catégorique, tu entends dans le verdict les paroles les plus effrayantes: "pour un travail anti-soviétique, anti-communiste, contre-révolutionnaire," etc... Ma dernière condamnation - trois ans d'incarcération dans les prisons centrales du G.P.Ou., - je l'ai terminée le 22 janvier 1934; mais quand-même je n'ai été "libéré" qu'après 14 jours de grève de la faim, c'est-à-dire que j'ai été déporté...

Les oppositionnels emprisonnés dans l'isolateur de Verchne-Oural'sk, au nombre de 150 (Nous y étions 485, mais on transporta beaucoup d'entre nous dans les autres prisons après quoi nous sommes restés 150) ont déclaré la grève de la faim contre la prolongation des peines, car avant la grève, en été 1932, une commission quelconque avec une certaine Andréïéva en tête, était arrivée de Moscou à Verchne-Oural'sk pour adoucir "la situation matérielle" des communistes emprisonnés. Elle prolongea leur peine à tous ceux qui l'avaient terminée dans l'isolation. 103 camarades reçurent de nouvelles peines de deux ans. C'est la seule chose que fit cette commission pour

(1) c'est-à-dire le droit de vivre en U.R.S.S. moins ("moins") tous les points les plus importants du pays.

adoucir "la situation matérielle" des bolchéviks-léninistes emprisonnés dans l'isolateur de Verchne-ouralsk. Jusqu'alors aucune commission n'était jamais venue. Cette commission, nous l'avions exigée nous-mêmes contre le traitement bestial de l'administration de la prison. On nous frappait souvent, on nous guettait, la garde tirait dans les fenêtres, à la suite de quoi un de nos camarades, Iésaïan, fut blessé à la poitrine. Nous demandâmes la commission, mais selon l'habitude on nous la refusa. Alors 485 communistes emprisonnés déclarèrent la grève de la faim qui dura 18 jours. La commission arriva, dispersa les "emprisonnés actifs" dans les autres isolateurs, et le blessé Iésaïan fut envoyé en Sibérie. C'est ainsi qu'elle "adoucit" notre situation. Et voilà que l'année suivante ^{une} nouvelle commission arrive et prolonge nos peines. C'est pourquoi en 1933 nous fûmes obligés de déclarer la grève de la faim de tous les communistes emprisonnés dans l'isolateur de Verchne-ouralsk contre cette injustice inouïe. Nous commençâmes la grève le 11 décembre 1933. Le 20 décembre on transporta sur les bras les grévistes d'une cellule dans l'autre. Cela, pour perquisitionner dans les cellules. Puis on commença à nous alimenter par la force. Ce fut un spectacle inoubliable; des vraies batailles eurent lieu entre les grévistes et les gardes-chiourmes. Naturellement les premiers furent battus. Epuisés, nous fûmes alimentés par la gorge avec des pompes appropriées. Les tourments furent inouïs, on nous introduisit dans la gorge de gros tuyaux en caoutchouc, on traîna les grévistes comme les chiens crévés dans la "cellule d'alimentation". Personne ne capitula séparément. Le 15ème jour de la grève notre comité de grève décida de la terminer à midi car beaucoup de grévistes avaient essayé de se suicider. Un des collaborateurs du G.P.Ou. vint chez nous dans l'isolateur du district d'ouralsk et commença à menacer les grévistes de les envoyer dans les "solovki" (2). Nos camarades le chassèrent naturellement de leurs cellules. La décision du comité de grève fut acceptée par tous les grévistes à l'unanimité. Le représentant du G.P.Ou. dûit verbalement (il ne voulait pas pour des raisons inconnues le faire par écrit) promettre de libérer ceux qui avaient terminé leur peine. C'est ainsi que le 22 janvier 1934, ma peine se terminant, on me transporta dans la cellule des "libérables".

Le 22 janvier je fus par conséquent "libéré". Sous une garde sévère on m'envoya en Asie Centrale. Nous arrivâmes à Tachkent. Nous étions deux-moi et le camarade Jantniev. A Tachkent on nous mit sous les verroux. Le deuxième jour après de nombreuses protestations, on nous envoya sans jugement: Jantniev à Frounzé, moi à Andijan. Et voilà qu'en mars j'envoie le télégramme au C.C. exprimant mon abandon de l'activité oppositionnelle.

Deux mois passent sans aucune réponse. J'envoie une lettre spéciale au C.C. Encore deux mois sans réponse. Dans le télégramme comme dans la lettre je ne disais rien de mes opinions. Mes opinions et ma position, je ne les considérais pas comme "contre-révolutionnaires", mais je soulignais ma renonciation à la lutte idéologique et organisationnelle contre la direction. En un mot, d'après mes lettres au C.C. et à la O.G.P.Ou. on pouvait conclure que la direction sous la pression de l'opposition n'avait pas trahi la révolution et même dans certains cas avait réparé ses fautes. Et maintenant, l'important c'était de nettoyer l'appareil du parti du bureaucratisme et avec les forces unies de tous les communistes et les forces révolutionnaires de l'U.R.S.S. et du monde entier, lutter contre l'offensive du fascisme. Il était certainement mal aisé pour la Direction bureaucratique de répondre à cette lettre. Aucune réponse de Moscou. Le G.P.Ou. local pendant ce temps m'envoya ses gens qui me posèrent les questions suivantes: "Dites-nous, s'ilx-vous-plaît, considérez-vous vos opinions comme contre-révolutionnaires ou non? L'opposition et son activité, les estimez-vous contre-révolutionnaires ou non? Considérez-vous par exemple Trotsky comme le chef de l'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ou non?" En réponse j'ai développé ma conception de l'opposition ayant à sa tête Trotsky et à mon tour j'ai posé les questions suivantes: "Et vous, cher camarade, selon vous, ces opinions sont contre-révolutionnaires? Notre travail oppositionnel de 1923 jusqu'en 1930 contre le courant droitier-opportuniste dans le parti, vous le trouvez contre-révolutionnaire? Pourtant en 1930 le centrisme

lui aussi a commencé à lutter contre les droitiers. Alors cette lutte aussi on peut la considérer comme contre-révolutionnaire ? Et en ce qui concerne Trotsky je le considère comme un révolutionnaire intransigeant, le plus dévoué à la cause du prolétariat mondial. Je le considère comme mon ami idéologique et comme mon camarade. Je ne veux pas tromper le parti, je ne peux pas considérer les opinions révolutionnaires de l'opposition comme des opinions contre-révolutionnaires". Mon interlocuteur se tût, la tête penchée. C'était d'ailleurs un bon garçon, qui comprenait. Mais, visiblement, il avait peu entendu les oppositionnels, au contraire, il avait entendu beaucoup de choses sur eux, des sources officielles. La même conversation eut lieu entre moi et un des représentants de la G.P.Ou. locale. J'ai remarqué à cette occasion: "Et que dites-vous sur cette injustice: Me voici depuis six mois en déportation sans aucun jugement après trois ans de prison". En réponse, le sous-chef de la G.P.Ou. sortit du tiroir de la table un papier et me lut un nouveau verdict comportant une peine de 3 ans de déportation. Mais pour une raison inconnue il me refusa de lire moi-même le verdict. C'était naturellement une combinaison habituelle des membres de l'appareil. Ils voulaient m'effrayer, probablement, par une nouvelle condamnation, pour que je commence à calomnier l'opposition. Là, je me suis définitivement convaincu que les misérables membres de l'appareil ont depuis bien longtemps cessé d'être des communistes, que c'est une bande de bureaucrates résolus qui n'arriveront jamais à comprendre la vérité d'une sincère parole révolutionnaire. Ils cherchent consciemment à vous faire mentir. Mais quand même je me suis décidé à partir pour Moscou et à parler personnellement avec le sommet de l'appareil pour savoir enfin ce qu'il représente, quelle espèce de gens sont ceux qui parlent de révolution, de socialisme, de communisme et m'obligent à considérer mes opinions purement communistes comme des opinions contre-révolutionnaires. Au mois de mai, j'envoyai un télégramme au C.C. demandant l'autorisation de venir à Moscou pour traiter personnellement mon affaire. Cette fois, j'expédiai un télégramme-réponse payée. Vainement - aucune réponse. Mes tentatives pour avoir l'autorisation d'aller à Moscou n'eurent pas de succès. Je décidais, alors, d'y aller sans autorisation. En cours de route, il devint clair, qu'à Moscou personne ne m'écouterait et que j'y serais arrêté pour avoir fui de la déportation. Je n'avais aucune autre issue que de traverser la frontière.

Ma renonciation à la lutte oppositionnelle était honnête. Et encore aujourd'hui, j'ai le même point de vue. Depuis 1933, après la victoire du fascisme en Allemagne, j'avais le point de vue de l'union à tout prix de toutes les forces communistes et révolutionnaires du prolétariat mondial contre la réaction fasciste, sans prêter attention aux divergences intérieures des organisations prolétariennes, indépendamment de leur importance. Ce point de vue, je le défendais aussi parmi mes camarades. Mais à aucun prix je ne voulais me solidariser avec la bureaucratie, comme je l'ai souligné dans ma lettre au C.C. d'avril 1934. Je suis resté toujours et je reste sur la position d'une lutte dure et sans merci contre la bureaucratie insolente, qui usurpa les droits de notre parti. Ma lettre sincère et le télégramme au C.C. et à la G.P.Ou. ont été considérés pourtant par la bureaucratie comme un premier pas vers une capitulation honteuse. Le misérable bureaucrate a pensé que fatigué par de longues années de prison et de déportation, loin de mes parents, de ma femme et de mes enfants, je ne pouvais plus résister et que j'allais me mettre à genoux devant la G.P.Ou. en demandant pardon. Le misérable bureaucrate n'avait pas remarqué que dans ma lettre je ne demandais pas un pardon, mais que j'exigais la restitution de mes droits de membre du parti. Le misérable bureaucrate n'avait accordé, semble-t-il, aucune valeur à mes paroles quand je disais: "Je ne peux pas mentir au parti, je ne suis pas un individu quelconque, je suis un révolutionnaire, je ne peux pas servir passivement mon ventre. J'ai été un communiste actif, je le suis et je le serai; personne et rien au monde ne peut m'arracher mes véritables convictions communistes. Je considérais et je considère les opinions de Trotski et de ses partisans comme des opinions vraiment communistes. Ces opinions sont une continuation directe des opinions de Marx et de Lénine."

Jamais dans ma vie je n'ai vu un fonctionnaire aussi astucieux et cynique que l'adjoint au commandant de la section locale de la G.P.Ou., Margolin, qui après avoir lu mon télégramme au C.C. et à la G.P.Ou. se tournait

vers moi en disant: "Que pouvez-vous me raconter à propos de votre organisation? Qui était le chef du mouvement oppositionnel en Caucase? Où avez-vous travaillé directement? Il faut botter les fesses à ces trotskystes!" Le misérable fonctionnaire se sentit très embarrassé quand il entendit mon refus catégorique. Je disais: "Jusqu'à présent je luttai contre le C.C. et je luttai selon toutes les règles d'une lutte oppositionnelle et je prends mes responsabilités pour cette lutte. Je cesse la lutte oppositionnelle contre la direction non pas pour des causes purement personnelles et égoïstes, mais ayant en vue la nécessité d'une lutte unie de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat contre l'offensive de la contre-révolution. Je cesse la lutte non pas parce que je suis d'accord avec les opinions opportunistes du sommet bureaucratique du parti, mais parce que j'espère que le parti saura encore recouvrer ses droits après avoir chassé les insolents usurpateurs."

Mais à qui parles-tu? La bureaucratie de l'appareil a bien compris naturellement mes lettres et mes télégrammes. Et c'est pourquoi elle n'a pas voulu répondre à mon appel. Je suis resté en déportation sans une nouvelle condamnation. Il était quand même difficile à l'Etat de condamner un de ses citoyens à une peine quelconque en l'absence d'arguments même faux. La tâche de la bureaucratie du parti consiste seulement dans l'isolation et dans la torture des oppositionnels jusqu'à ce qu'ils deviennent publiquement des chiffons, c'est-à-dire de malheureux sujets apolitiques. Justement le bureaucrate ne veut pas que tu sois un communiste véritable. Il n'a pas besoin de ça. Pour lui c'est nuisible et mortellement dangereux. Le bureaucrate ne veut pas de communistes indépendants, il veut de misérables serviteurs, des égoïstes et des citoyens du dernier ordre. De cela, il a besoin. Il ne veut pas de parti communiste, il ne veut que son nom, pour l'utiliser en vue de ses intentions usurpatrices. Hélas, très souvent la bureaucratie a réalisé ses buts. Beaucoup d'oppositionnels n'ont pas résisté à la sévère et interminable isolation, et ont capitulé. Mais pour moi la bureaucratie s'est trompée. Et dans les prisons, et en déportation et à l'étranger, je suis resté le même, je suis resté communiste, je suis resté un défenseur dévoué du pouvoir soviétique et de la construction ~~du~~ socialiste. Le pays des Soviets c'est mon pays dans le sens socialiste du mot. Sous un autre régime, sous un régime des ennemis du prolétariat, il est étranger pour moi. Je suis toujours prêt jusqu'à la dernière minute de ma vie à lutter pour le pays des Soviets. Serait-il possible que sous un véritable pouvoir prolétarien la lutte contre la bureaucratie, contre les voleurs et brigands qui s'approprient impudemment le bien soviétique et qui sont la cause de la perte de centaines de milliers d'hommes par le froid et par la famine; serait-il possible qu'une lutte ou une simple protestation contre ces misérables soit considérée comme un crime contre-révolutionnaire? Je luttai pourtant pour une démocratie prolétarienne à l'intérieur du parti, je luttai pour un programme et un statut léninistes dans notre parti, je luttai et je lutterai contre l'autocratie des personnes et des cliques dans l'appareil du parti. Pourtant, selon les statuts de notre parti, les organismes élus du parti, des syndicats et des soviets doivent être changés chaque année de la base jusqu'au sommet. Qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui? Le poste de secrétaire du parti est devenu une espèce de métier. Un certain Kakhiiani par exemple étant pendant 8 ans secrétaire du S.C. géorgien, et le parti finissant par ne plus pouvoir ~~se~~ le supporter non seulement comme secrétaire du C.C. de la Georgie, mais même comme membre du parti - alors notre spécialiste dans le métier de secrétaire général abandonne Tiflis - naturellement sur le bon conseil de l'instance supérieure - et part pour Alma-Ata en qualité encore du secrétaire général du C.C. de Kazakstane. Et Mirzoïane, de même espèce que Kakhiiani, part de Bakou pour Oural'sk en qualité du secrétaire du comité du rayon. Et c'est justement à cause de ça que la direction du parti se considère comme absolument irresponsable devant la masse du parti qui l'a élu. Elle accepte seulement l'instance supérieure dans l'appareil du parti. D'où une servitude honteuse et des cliques impudentes dans les sommets bureaucratiques. Dans une situation pareille la masse du parti ne peut pas avoir confiance dans sa direction. Et en ce qui concerne la masse ouvrière non organisée, elle ne voit que l'appareil du parti et n'a pas confiance du tout dans le parti. D'où une pression administrative sur le

parti et sur la classe ouvrière. C'est pourquoi tous les prisons, les solovki et les lieux de déportations sont à présent ~~p~~emplies par les ouvriers organisés et inorganisés. Sans parler des paysans.

Je ne veux pas entrer dans les détails des divergences entre l'opposition et la direction, mais je trouve qu'il est nécessaire de dire quelques mots sur la question de la lutte contre le bureaucratisme sur laquelle la presse officielle écrit tant et sur laquelle les officiels font tant de bruit - comme s'ils étaient enclins à lutter contre le bureaucratisme. En réalité, essayer de montrer du doigt un bureaucrate - ce qui vous attend, c'est ou bien la prison ou bien la déportation, ou au moins le chômage. Et savez-vous ce que veut dire le chômage dans le régime actuel? Ça veut dire la ruine complète de la famille du chômeur. Il va dans toutes les entreprises et partout on le refuse bien que partout il y ait du travail. On embauche tout le monde, même les escrocs et les vauriens. Mais un homme qui tien tête à la bureaucratie, on ne l'embauche pas.

Dans les réunions du parti et des ouvriers une passivité absolue de la part des présents. C'est presque de force qu'on les amène aux réunions. Non seulement les inorganisés mais même les membres du parti vont aux réunions très mécontents. Dans les réunions ne peuvent parler "courageusement" que les perroquets du parti et des syndicats. Ils peuvent courageusement, partout et à tout propos, faire l'éloge de la direction, en premier lieu de Staline et ensuite des autres selon les grades. Après on vote une résolution et on commence à effrayer les présents en appelant contre-révolutionnaires tous ceux qui oseraient voter contre même un seul point de la résolution. Evidemment, une telle situation fait discréditer l'autorité du pouvoir soviétique et de la révolution. La direction du parti a terrorisé despotiquement tout le parti. Il manque dans le parti cette discipline consciente qui était dans le temps la fierté de notre parti. Dans le parti règne l'esprit militaire, l'exécution mécanique des ordres. D'où on comprend pourquoi dans l'appareil du parti, des syndicats, des soviets tout coquin et tout charlatan et tous les divers individus obscurs - les voleurs du type "civilisé" - sont bien à leur aise et considèrent comme leur devoir patriotique de regarder le bien soviétique comme leur "propre" bien. Et qui les contrôlera? Qui peut les punir pour le vol du bien du peuple? Les communistes de la base? Hélas, ces derniers sont effrayés par les prisons et par les solovki, où les communistes et les inorganisés les plus courageux souffrent pendant de longues années sous les verroux et derrière les grilles de fer. Le prolétariat mondial peut-il se taire quand dans le pays des Soviets, lors des fêtes d'Octobre, les communistes emprisonnés étalent derrière les grilles des drapeaux rouges et les gardes-chiourmes les déchirent avec des rateaux?

Malheureusement je n'ai pas la possibilité de décrire avec plus de détails toutes les saloperies qui ont lieu sous le régime des usurpateurs dans les prisons soviétiques. Je veux vous citer seulement un petit exemple dont j'étais témoin. Dans la prison de Pétropavlovsk, dans une petite cellule d'une surface de 25 m² sont enfermées 35 femmes dont 8 avec des nourrissons. L'air a accès dans la cellule par le judas. Oh, je n'oublierai jamais ces enfants, petits et maigres; je les ai vus par le judas de notre cellule. Ils ont fait la queue dans les bras de leurs mères devant le judas pour avoir une misérable ration d'air frais. Que le prolétariat mondial voie cette tâche honteuse sur les figures des garde-chiourmes du régime plébiscitaire. Serait-il possible qu'il n'y ait pas eu de communistes dans la ville. Serait-il possible qu'ils ne se soient pas intéressés aux prisons de leur ville où languissaient dans le froid, dans la famine et dans la boue des milliers d'êtres humains? Serait-il possible qu'il n'y ait pas eu là de procureur? J'ai honte de prononcer même ce non! Si, ils étaient tous là. Dans le même temps a même passé dans cette ville le membre du C.C., Mikoïane. Son portrait figurait en première page du journal local. Mais Mikoïane c'est un homme de passage, son arrivée peut être seulement la cause de nouvelles arrestations de femmes avec leurs nourrissons. De Mikoïane on peut même ne pas parler. Mais qu'ont fait les communistes locaux? Rien! Ils n'ont pas une voix indépendante. Ils n'ont pas le droit de penser. A-t-on arrêté, par exemple, un nourrisson dans les bras d'une ouvrière ou d'une paysanne, alors il est coupable et il doit rester dans une petite cellule avec 35 femmes et dans les bras de sa mère faire la queue devant le judas pour avoir de l'air pour respirer.

La bureaucratie impudente dira que ces paroles sont contre-révolutionnaires. Qu'elle les appelle comme elle le voudra. Je dois dire la vérité et rien que la vérité, car la vérité c'est la meilleure arme dans les mains du prolétariat contre ses ennemis. Oh! si toutes les organisations ouvrières disaient la vérité et rien que la vérité, la victoire du prolétariat mondial sur ses ennemis serait depuis longtemps assurée.

Le 4 août 1935

A. T A R O V

LA TERREUR DE L' AUTO-CONSERVATION BUREAUCRATIQUE

La lettre du camarade Tarov, un des bolchéviks-léninistes soviétiques, ouvrier mécanicien, qui se trouve maintenant par la grâce du destin hors des frontières de l'Union Soviétique, représente un document politique remarquable. Tarov fut arrêté, en tant qu'"oppositionnel de gauche", au début de l'année 1928, passa trois années en déportation, resta quatre années en prison dans les conditions de l'isolement le plus rigoureux, puis de nouveau quelques mois en déportation. Quels sont les crimes de Tarov contre la Révolution? Il pensa, sans doute, dès 1923 que la Révolution d'Octobre avait créé la possibilité d'une industrialisation incomparablement plus rapide que dans les pays capitalistes. Il avertissait, avec d'autres Tarov, que la mise sur le koulak devait aboutir à une crise de tout le système soviétique. Il attirait l'attention sur le paysan pauvre et sur le passage systématique de l'économie agraire sur les rails de la collectivisation. Tels sont ses principaux crimes au cours des années 1923 à 1926. Il avait vu plus loin et plus profondément que les sommets dirigeants.

Tels sont en tout cas les crimes de la tendance, pour laquelle Tarov porte la responsabilité. En 1926 les Tarov réclamaient que les syndicats soviétiques rompiissent, enfin, l'amitié politique avec le General Council des Trade-Unions britanniques, qui trahissaient la grève des mineurs et, avec elle, la grève générale: c'est précisément pour ce service que le chef du General Council, Citrine, ancien ami de Staline et de Tomsy, reçut de son roi au moment du jubilé le titre de lord. Avec d'autres léninistes Tarov protesta en 1926 contre la théorie staliniste de "l'état démocratique ouvrier-paysan", - théorie, qui poussa le parti communiste polonais à soutenir le coup d'état de Pilsudsky. Mais les crimes de Tarov ne se sont pas bornés à cela. En tant qu'internationaliste, il s'intéressa de la façon la plus vive aux destinées de la révolution chinoise. Il jugea qu'étaient une trahison les décisions du Kremlin, en vertu desquelles le jeune et héroïque parti communiste chinois fut inclus dans le Kuo-Min-Tang et soumis à sa discipline, tandis que le Kuo-Min-Tang lui-même, parti purement bourgeois, fut, en tant qu'organisation "sympathisante", inclus dans l'I.C. Vint le moment, où Staline, Molotov et Boukharine par un télégramme de Moscou ordonnèrent aux communistes chinois d'étouffer le mouvement agraire des paysans pour ne pas "effrayer" Tchang-Kaï-Chek et ses officiers. Avec d'autres disciples de Lénine Tarov jugeait que cette politique était une trahison de la révolution.

Pour les Tarov comptèrent encore quelques crimes semblables. Dès 1923 ils réclamaient le passage à l'élaboration d'un plan quinquennal et quand, en 1927, fut élaboré, enfin, l'ébauche du premier plan quinquennal, les Tarov montrèrent, que l'accroissement annuel de l'industrie devait être non pas de 5% à 9%, comme l'avait indiqué le Bureau politique, mais 2 à 3 fois plus. Certes, tout cela fut bientôt pleinement confirmé. Mais puisque par leur prévision les Tarov avaient dévoilé l'esprit arriéré des sommets dirigeants, ils furent accusés de porter préjudice à la révolution (c'est-à-dire au prestige de la bureaucratie). Les Tarov portèrent une grande attention à la jeunesse ouvrière. Ils jugeaient qu'il fallait lui donner la possibilité de penser de façon indépendante, d'apprendre, de se tromper

et de se dresser sur ses propres jambes. Ils protestaient contre le fait que la direction révolutionnaire était remplacée par un commandement de caporal. Ils prédisaient que l'étouffement policier de la jeunesse conduisait à sa démoralisation et à la montée de tendances réactionnaires et simplement dépravées en son sein. Ces avertissements furent qualifiés de soulèvement de la jeune génération contre l'ancienne, de rébellion contre la "vieille garde", - la même, que Staline à l'aide de ses prétoriens calomniait, écrasait, mettait en prison ou démoralisait.

Tels sont les crimes des Tarov. A cela il faut encore ajouter que les bolchéviks-léninistes, et Tarov compris, ne tentèrent nullement d'imposer leurs idées par la force. Ils n'appelèrent pas à l'insurrection contre la bureaucratie. Au cours de presque dix années ils tentèrent et espérèrent de convaincre le parti. Ils luttèrent avant tout pour leur droit à porter à la connaissance du parti leur critique et leurs propositions. Mais la bureaucratie, qui s'était élevée à un pouvoir autocratique par les défaites du prolétariat mondial, opposa à l'opposition léniniste non pas la force des arguments, mais les détachements armés de la G.P.Ou. Tarov fut l'un des plusieurs milliers d'arrêtés lors de l'écrasement thermidorien de l'opposition en 1928. Après quoi il passa trois années en déportation et à peu près quatre années en prison. De son propre récit, quoique encore bref, le lecteur apprend ce qu'étaient les conditions de cette prison: les brimades, les exterminations, la courageuse grève de la faim des enfermés et, comme réponse, l'alimentation de force et de nouvelles brimades. Et tout cela parce que les bolchéviks-léninistes avaient posé plus tôt que Staline le problème de la collectivisation et avaient prévenu à temps contre les conséquences de l'union traîtresse avec Tchong-Kaï-Chek et le futur lord Citrine...

Mais retentit alors un nouveau coup de tonnerre: en Allemagne Hitler est arrivé au pouvoir. La politique de l'I.C. lui avait frayé la voie. Si Hitler était en selle, personne d'autre que Staline ne lui avait tenu l'étrier. Tous les torrents d'éloquence du VIIIème Congrès ne laveront pas messieurs les chefs de la tache de cette trahison historique. D'autant plus enragée devint la haine de la clique staliniste contre ceux qui avaient prévu et prévenu à temps. Les léninistes prisonniers durent payer pour une politique criminelle, dans laquelle l'ignorance s'était combinée à la perfidie: c'est précisément cette combinaison qui constitue l'essence du stalinisme.

Cependant Tarov, effrayé par la victoire du national-socialisme, s'adressa aux autorités de Moscou avec la proposition suivante: il s'engageait à cesser le travail oppositionnel; par contre, on lui donnait, à lui, Tarov, le droit de retourner dans les rangs du parti et, en tant que soldat discipliné, de mener dans ses rangs la lutte contre le danger fasciste. La démarche de Tarov n'est psychologiquement pas difficile à expliquer: rester pieds et poings liés, tandis que la réaction impérialiste emporte les tranchées prolétariennes l'une après l'autre, est la plus douloureuse des situations où puisse se trouver un révolutionnaire. Mais politiquement la proposition de Tarov était doublement irréaliste: premièrement, soutenir sans critique la "lutte" de Staline contre le fascisme, - cela est irréfutablement démontré par toute l'histoire des douze dernières années, signifie en fin de compte aider le fascisme; secondement la proposition de Tarov ne fut et ne pouvait être acceptée par la bureaucratie. Un seul léniniste, qui d'une façon désintéressée et courageuse aurait rempli aux yeux de tous le travail à lui confié, sans renoncer les meilleures traditions du bolchévisme, aurait été un démenti muet aux légendes sur le "trotskysme, avant-garde de la contre-révolution bourgeoise. Cette stupide légende ne tient pas debout et chaque jour il faut lui trouver un soutien nouveau. Cependant, l'exemple de Tarov, au cas de son succès, aurait inévitablement trouvé des imitateurs. Il était impossible de l'admettre. Il était impossible de rappeler dans le parti des hommes audacieux, qui renonçaient seulement à exprimer à haute voix leur pensée; non, ils devaient renoncer à leurs pensées elles-mêmes, au droit de penser en général, en reniant leurs conceptions, qui étaient confirmées par toute la marche des événements.

Rien ne caractérise le régime staliniste, sa pourriture et son mensonge intérieurs, comme cette incapacité complète à assimiler un honnête révolu-

tionnaire, qui est prêt à servir docilement, mais ne consent pas à mentir. Non! A Staline il faut des pénitents, des bruyants renégats braillards, des gens qui disent impudemment que le noir est blanc, se frappent pathétiquement la poitrine, mais en fait pensent aux prébendes, à l'automobile, à la villégiature. De malins, d'arrivistes et de cyniques pourris de cette sorte le parti et l'appareil gouvernemental sont pleins. Ils sont peu sûrs, mais nécessaires: l'absolutisme bureaucratique, qui est entré en contradiction irréductible avec les exigences économiques et culturelles de l'Etat ouvrier, a un besoin aigu de filous prêts à tout.

La tentative de Tarov de rentrer dans les rangs du "parti" officiel subit ainsi un échec. Tarov ne trouva pas d'autre issue que de s'enfuir de l'Union Soviétique. Son expérience, si chèrement payée par lui, est une leçon précieuse aussi bien pour le prolétariat soviétique que mondial. La "Lettre Ouverte" des organisations, qui se tiennent sous le drapeau de la Quatrième Internationale, trouve dans l'affaire Tarov une nouvelle et éclatante confirmation. "A l'aide de poursuites, de falsifications, d'amalgames et de répressions sanglantes - dit cette Lettre - la clique dirigeante s'efforce d'étouffer dans l'oeuf toute manifestation de la pensée marxiste. Nulle part au monde le véritable léninisme n'est persécuté avec une rigueur aussi brutale qu'en U.R.S.S.". Ces lignes, à un regard superficiel, pouvaient sembler exagérées. Est-ce que le léninisme n'est pas persécuté impitoyablement en Italie et en Allemagne? En fait dans la Lettre Ouverte il n'y a pas d'exagération. Dans les pays fascistes les léninistes sont soumis aux persécutions à côté des autres adversaires du régime. Hitler a fait preuve de la plus grande férocité, comme on sait, pour ses coéquipiers oppositionnels dans le parti, pour son "aile gauche" qui lui rappelait son propre passé. La bureaucratie staliniste a fait preuve de la même rigueur brutale à l'égard des bolchéviks-léninistes, des véritables révolutionnaires qui incarnent la tradition du parti et de la Révolution d'Octobre.

o°o

Les conclusions politiques de l'acte du camarade Tarov sont absolument évidentes. Penser "réformer", "régénérer" le parti bolchévik russe serait maintenant une pure absurdité. Il est impossible de contraindre à servir les intérêts du prolétariat la machine bureaucratique, qui sert surtout à maintenir le prolétariat dans l'étau. La terreur révolutionnaire, qui dans la période héroïque de la révolution fut l'instrument des masses éveillées contre leurs oppresseurs et de la façon la plus immédiate servit à la défense de la domination du prolétariat, a définitivement cédé la place à la terreur froide et féroce de la bureaucratie, qui lutte acharnement pour ses postes et ses revenus, pour sa situation incontrôlée et son autocratie - contre l'avant-garde prolétarienne. C'est précisément pour-quoi le stalinisme est condamné!

Le 20 Février 1889 Engels écrivait à Kautsky une lettre maintenant publiée pour la première fois, vraiment remarquable sur les rapports de classe à l'époque de la Grande Révolution française. Voilà ce qu'il y disait entre autres: "En ce qui concerne la terreur, elle est par son essence une mesure de guerre, si elle a un sens. Une classe, ou une certaine partie d'une classe, qui seule pouvait assurer la victoire de la révolution, non seulement s'est maintenue, grâce à la terreur, au pouvoir... mais encore s'est assurée la liberté de mouvement, l'elbow room, la possibilité de concentrer ses forces sur un point décisif, c'est-à-dire à la frontière". Mais après avoir garanti les frontières, grâce aux victoires militaires, après l'écrasement de la Commune enragée, qui voulait apporter à la pointe des baïonnettes la liberté aux peuples, la terreur, en tant qu'instrument de la révolution, s'est survécu. Robespierre se trouvait certes, au faite de la puissance; "mais dès lors, -dit Engels, - la terreur était devenu pour lui un moyen d'auto-conservation et ainsi conduisait à une absurdité" (souligné par Engels lui-même). Ces lignes sont remarquables en leur simplicité et leur profondeur. Il n'est pas besoin d'expliquer ici la différence entre l'époque d'alors et l'époque présente: elle est assez connue. Non moins manifeste est la différence

des rôles historiques de Robespierre et de Staline: le premier assura la victoire de la Révolution sur les ennemis intérieurs et extérieurs dans la période la plus critique de son existence; en Russie cette même œuvre fut accomplie sous la direction de Lénine. Staline n'est apparu au premier plan qu'après la conclusion de cette période. Il est l'incarnation vivante du Thermidor bureaucratique. Dans ses mains la terreur fut et reste avant tout l'instrument de l'écrasement du parti, des syndicats et des soviets et de la consolidation du pouvoir personnel, auquel il ne manque... qu'une couronne impériale. La terreur, qui a rempli sa mission révolutionnaire et s'est transformée en instrument de l'auto-conservation des usurpateurs, s'est réduit par là, selon les paroles d'Engels, à une "absurdité". Cela signifie dans le langage de la dialectique qu'elle est condamnée à un effondrement inévitable.

Les brutalités absurdes, qui sont nées des méthodes bureaucratiques de collectivisation, comme les basses violences et brimades contre les meilleurs éléments de l'avant-garde prolétarienne provoquent inévitablement l'exaspération, la haine, la soif de la vengeance. Dans cette atmosphère naissent au sein de la jeunesse un état d'esprit de terreur individuelle. Le petit Bonaparte ukrainien S. Kossior, connu par son impudence, disait il n'y a pas si longtemps que Trotsky "appelle à l'assassinat des chefs soviétiques" et Zinoviev et Kaménev, comme il fut, soi-disant, démontré par l'affaire Ehoukidzé, ont directement participé à la préparation de l'assassinat de Kirov. Comme quiconque, qui a la possibilité de connaître les écrits de Trotsky, peut vérifier aisément s'il a appelé ou non à "l'assassinat des chefs soviétiques" (en admettant qu'il y ait des gens à qui il faut vérifier des absurdités de cette sorte), par là même est suffisamment illustré la seconde moitié des mensonges de Kossior: sur Zinoviev et Kaménev. Qu'on fabrique ou non actuellement quelques faux avec l'aide d'un "consul letton" ou d'un "officier de Wrangel" - nous ne le savons pas. Les Kossior du régime bonapartiste peuvent encore traquer, étouffer et fusiller pas mal de révolutionnaires irréprochables; mais cela ne changera rien au fond de la chose: leur terreur est devenue une absurdité historique. Elle sera balayée avec ses organisateurs.

Appeler à l'assassinat des chefs soviétiques? Si les bureaucrates qui se défont eux-mêmes s'imaginent sincèrement qu'ils sont l'histoire, nous ne partageons nullement cette illusion. Ce n'est pas Staline qui a créé l'appareil, mais l'appareil qui a créé Staline - à son image et à sa ressemblance. Le remplacement de Kirov par Jdanov n'a rien changé du tout dans la nature des choses. L'assortiment des Kossior, à la différence des produits de "nécessité courante", est infini: ils se distinguent peut-être par un centimètre en hauteur et quelques centimètres en épaisseur. C'est tout! Au reste ils se ressemblent l'un l'autre comme leurs propres dithyrambes ressemblent à ceux de Staline. Le remplacement de Staline lui-même par un des Kaganovitch n'apporterait guère plus de nouveau que le remplacement de Kirov par Jdanov. Kaganovitch manquerait d'"autorité"? Ne vous inquiétez pas, tous les Kossior - le premier, le quinzième et le mille-et-unième - lui créeraient immédiatement l'autorité nécessaire, par la méthode de la chaîne bureaucratique, comme ils ont créé de l'"autorité" à Staline, c'est-à-dire à eux-mêmes, à leur domination incontrôlée.

Voilà pourquoi misérable et impuissante est à nos yeux la terreur individuelle. Non, nous n'avons pas désappris l'A.B.C. du marxisme. Le sort non seulement de la bureaucratie soviétique, mais du régime soviétique tout entier dépend de facteurs d'une importance mondiale. Seuls les succès du prolétariat international peuvent rendre au prolétariat soviétique confiance en lui-même. La condition fondamentale de succès révolutionnaire est l'unification de l'avant-garde prolétarienne mondiale autour du drapeau de la Quatrième Internationale. La lutte pour ce drapeau doit être menée aussi en U.R.S.S.: prudemment, mais inflexiblement. L'absurdité historique de la bureaucratie autocratique dans une société "sans classes" ne peut se maintenir et ne se maintiendra pas sans fin. Un prolétariat qui a accompli trois révolutions, relèvera de nouveau la tête. L'"absurdité" bureaucratique tentera de résister? Le prolétariat trouvera un balai suffisamment grand. Et nous l'y aiderons.

Le 6 septembre 1935

L. T R O T S K Y.

APPEL DU Bulletin de l'Opposition, ORGANE DES
BOLCHEVIKS-LENINISTES RUSSES, DE SEPTEMBRE 1935

Dans les deux dernières années notre Bulletin est paru beaucoup plus rarement que dans les années précédentes. Les causes furent nombreuses, et avant tout ce fut ce qu'on appelle les "circonstances indépendantes". Nous espérons qu'à l'avenir nous parviendrons à faire paraître le Bulletin et plus régulièrement et plus fréquemment. La nécessité d'une parution plus normale de notre publication est absolument évidente. La question de l'URSS, en liaison avec le danger de guerre menaçant, prend maintenant une importance tout à fait exceptionnelle pour le mouvement ouvrier mondial. En même temps les contradictions intérieures de l'Etat ouvrier ont atteint une acuité sans précédent. D'une part, nous entendons les rapporteurs du VII^e congrès de l'I.C. dire que la "société sans classes" est déjà édifiée, que le socialisme est complètement et définitivement assuré, etc. D'autre part, les journaux soviétiques sont pleins d'informations sur la dépravation au sein de la jeunesse, sur la barbarie des mœurs familiales, sur la détresse des enfants. A la fin du second plan quinquennal le gouvernement prend et met en application une loi qui condamne les enfants coupables de crimes à être fusillés. A la moindre manifestation de pensée critique la bureaucratie incontrôlée de la "société socialiste" (!) répond par une terreur enragée. En même temps nous rencontrons le fait paradoxal à première vue, mais en réalité profondément naturel: les réformistes et les démocrates bourgeois, qui avaient une attitude hostile envers le pouvoir soviétique dans les premières années héroïques de son existence, recherchent maintenant l'amitié de la bureaucratie de Moscou, se disent volontiers "amis de l'URSS" et font la conspiration du silence sur les crimes de la clique staliniste.

Nous nous proposons dans ces pages d'examiner d'une façon marxiste le développement intérieur de l'URSS, de ses conquêtes comme de ses contradictions. Le regroupement dans le mouvement ouvrier mondial est commencé, et il ira à un rythme accéléré. Le dernier congrès de Moscou lui donnera une nouvelle impulsion. Les bolchéviks-léninistes russes doivent définitivement secouer de leurs pieds la poussière de la soi-disant "Internationale Communiste". Le Bulletin est l'organe non-officiel, mais pas moins réel pour cela de la section russe de la Quatrième Internationale en construction. Nous nous proposons d'examiner dans les pages de notre organe les questions fondamentales du mouvement ouvrier mondial. Nous conservons d'ailleurs pour nous le droit à cette intransigeance principielle qui constitue la magnifique tradition du marxisme.

Les organisations de la Quatrième Internationale ont dans tous les pays sans exception de puissants ennemis, à commencer par l'extrême flanc droit de la réaction impérialiste (rappelons la campagne monstrueuse de méchanceté de Hitler et de la presse bourgeoise française en liaison avec la "découverte" de L.D. Trotsky à Barbizon), en passant par les réformistes (rappelons l'exclusion récente du groupe dirigeant des bolchéviks-léninistes de l'organisation de la jeunesse socialiste française) et en finissant par les stalinistes, avec leurs amalgames, leurs procès et leurs fusillades. D'ailleurs, c'est aux stalinistes que dans ce concert de haine appartient sans conteste la première place.

Nos amis sont actuellement encore incomparablement moins nombreux que nos ennemis. Mais nous savons être en minorité. Nous avons confiance en la force de nos idées. L'histoire a déjà montré; comment une petite minorité, armée d'un programme juste, se place à l'heure décisive à la tête du peuple tout entier. La vague historique refluant à rejeté l'avant-garde révolutionnaire en arrière. Cela ne fait rien! Nous ne nous plaignons pas de l'histoire, nous la prenons telle qu'elle est. Nous nous appuyons sur ses forces internes et nous entreprenons une nouvelle ascension.

Nos amis sont partout en minorité. Mais ce sont de vrais amis, trépés et éprouvés. Leur nombre s'accroît sans cesse dans tous les pays du monde. La logique des événements les éduque et renforce leur courage.

Nous avons le ferme espoir que nos amis aideront le Bulletin à remplir sa tâche.

+++

Recueillez-nous des abonnements! Organisez la vente au numéro! Collectez des moyens financiers! Utilisez tout voyage en URSS pour y faire pénétrer le Bulletin, pour en recevoir des informations et établir des liaisons! Une partie considérable de ce travail pourra être remplie avec succès non seulement par les camarades russes, mais aussi par les camarades étrangers.

Les Armées Rouges Chinoises

I

Le "grand recul" effectué actuellement par les stalinien^s coïncide avec une période de lourdes défaites et de retraites des armées rouges chinoises. Plus on proclame de "victoires", plus est grande la fiction créée de toutes pièces par un parti qui ne s'est jamais montré capable de reconnaître ni les possibilités d'une victoire révolutionnaire ni une défaite réelle. La Chine est si éloignée et la confirmation des faits si difficile à apporter que les stalinien^s, sans aucune retenue, en particulier l'année dernière, ont essayé de cacher leurs lourdes défaites en Chine par une vague sans précédent de soi-disant "victoires". Je ne peux pas ici donner un tableau complet des hauts et des bas des armées rouges. Mais je peux donner ici un résumé assez complet qui au moins, remettra à leur place les extravagances de l'appareil de propagande stalinienne. Mon information est basée presque exclusivement sur les documents, rapports et articles des archives du Parti Communiste Chinois. Durant l'année passée, j'ai eu l'occasion de trier soigneusement et complètement tout ce matériel afin de séparer le bon grain de l'ivraie et de reconstruire un tableau exact du développement historique du mouvement révolutionnaire chinois depuis 1927. Sur la toute dernière situation des armées rouges (mon rapport s'arrête au 25 juin 1935), nous sommes informés par les rapports qui paraissent dans la presse bourgeoise de Chine. Une étude soigneuse des lieux et des mouvements de troupe rapportés dans les dépêches des grands journaux chinois est habituellement récompensée par l'acquisition de fragments d'informations utiles. Le dépouillement de la presse a été une partie de notre tâche régulière pendant plusieurs années. C'est aussi incidemment la principale méthode employée par les stalinien^s à Shanghai. Sur cette base, je présente ici un résumé des origines, du premier développement, du développement interne et de la chute consécutive de la "République des soviets chinois", dont on a tant parlé.

II - ORIGINES

Après l'écroulement à Wuhan de la révolution en août 1927, plusieurs petits détachements militaires ont suivi le P.C. dans la période de putsch qui a suivi. Le premier d'entre eux, "l'armée Yeh-Ho", conduisit le soulèvement manqué de Nanchang en août, marcha vers le Sud, fut pratiquement détruit dans le Kwantung du Nord, ses débris cherchèrent refuge dans les districts de Hailufeng dans le Kwantung du Nord où les paysans s'étaient révoltés durant les mêmes mois (octobre, novembre 1927) et où s'étaient formés les premiers de ces "soviets" qui devinrent plus tard le trait prédominant de la politique stalinienne en Chine. Une seconde unité militaire resta intacte dans la province de Hunan sous la direction de Mao Tse-tung, un communiste qui avait précédemment travaillé dans les comités paysans du Kuomintang (et qui, incidemment, avait accompagné Tang Ping-shan et Borodine dans l'intervention ignominieuse qu'ils firent à Hunan en mai 1927 pour paralyser le mouvement paysan). Cette armée était composée d'une part de soldats et d'autre part de restes des détachements paysans formés par les associations paysannes durant la révolution.

Au commencement de 1928, la tentative de "soviet" de Hailufeng fut écrasée par les troupes du Kuomintang et les survivants de l'armée Yeh-Ho, renforcés par un certain nombre de paysans, se retirèrent dans les montagnes du Fukien-Kiangsi méridional et y menèrent une existence de hors la loi. L'armée de Mao Tse-tung marcha vers le Chin-Kang-Chan, une montagne à la frontière de Hunan-Kiangsi et y resta plus d'une année, faisant de temps en temps des sorties dans la campagne environnante avec des escarmouches en avant et en arrière avec des troupes provinciales en haillons et mal armées et essayant de trouver un contact avec la population paysanne. Ce fut vers la fin de 1928 que l'armée Mao entra dans le Kiangsi. Après plusieurs mois d'efforts infructueux de marches et de reculs (durant lesquels les documents décrivent les efforts faits pour attirer l'attention des paysans, efforts restés longtemps sans résultat) elle remporta une victoire décisive sur les forces provinciales dans le sud et s'établit dans quatre ou cinq contrées. Les bandes armées de Fukien et du Kwantung rejoignirent l'armée dans le Kiangsi, créant une force qui probablement n'excéda pas 15 à 20.000 hommes. C'est autour de cette armée que fut bâti le mythe de la "République des soviets chinois" dans les années qui suivirent. D'autres armées rouges plus petites constituées pour la plupart par des soldats mutinés, ayant déserté les armées du Kuomintang, sur plusieurs points dans Hupeh et dans les montagnes de la frontière entre Hupeh et Honan, continuèrent la lutte sous la forme d'une guérilla.

III - LES ARMÉES ROUGES EN 1929 -30

Cette période des armées rouges doit être préfacé par un bref tableau de la situation ambiante et de la position du P.C. chinois. Après l'écrasement de la commune de Canton, le nombre des membres du parti, son prestige et son influence réduisit presque à zéro. Les travailleurs lui tournèrent le dos et les intellectuels pour la plupart s'effrayèrent des dangers de la lutte illégale. En 1929 on comptait seulement 2% de membres prolétariens dans le P.C., contre 58% de travailleurs en 1927. A la fin de 1930, il y en avait moins de 1%. La période de putsch qui suivit la révolution continua en 1929 et en 1930, période de la fameuse "ligne de Li Li-San". La politique de Li-San en effet réussit à affirmer que la Chine était toujours dans une situation directement révolutionnaire et que l'insurrection à tout prix et par tous les moyens était à l'ordre du jour. L'organisation et la mobilisation des travailleurs n'étaient pas considérées comme nécessaires: "Au lendemain de l'insurrection notre parti sera fort de trois millions de membres!" s'écriait Li-San. Il n'est pas possible d'entrer ici dans les détails concernant les extrémités criminelles et absurdes jusqu'à cette "ligne" fut portée. C'était une "ligne" qui découlait avec une logique impitoyable des pronostics répétés par le Komintern au sujet du "nouvel essor révolutionnaire" ou du "nouveau flux révolutionnaire". Son résultat fut la destruction finale du P.C. chinois dans les villes. Après la révolution le P.C. avait encore quelques rares travailleurs dans ses rangs, après Li-San il n'y eut plus dans les villes que l'appareil tout nu.

Naturellement, c'est autour de l'armée rouge que les aventuriers stalinistes se groupèrent. Leur pouvoir sur la population paysanne et leurs attaches avec elle étaient magnifiés au delà de toute mesure. Les documents montrent tout à fait explicitement que la naissance des armées rouges n'était en aucune façon le produit d'une levée spontanée des masses paysannes. Au contraire, le P.C. et les chefs des armées rouges sous son influence eurent les plus grandes difficultés à instaurer une politique capable d'attirer la paysannerie. Comme on sait, dans la première période d'aventurisme (août-novembre 1927), le P.C. continua à brandir la bannière bleue du Kuomintang. Après la triste faillite des premières tentatives, le mot d'ordre des soviets fut adopté et inscrit sur les drapeaux de Hailufeng et de Canton. A partir de ce moment, le mot d'ordre du "pouvoir aux soviets" devint l'unique contenu de la propagande positive du P.C. Dans la question de la paysannerie cette évolution se traduisit par un mouvement extrêmement lent/de la position opportuniste du parti durant la période révolutionnaire. Dans l'automne de 1927, le P.C. jura de protéger les petits propriétaires terriens et de confisquer seulement les propriétés de plus de 200 (plus tard de 50) meules. Durant le cours de 1928, les armées rouges dont les origines ont été décrites, ne restaient pas assez longtemps fixées au même endroit pour essayer de réaliser une politique quelle qu'elle soit. Mais en 1929, dans certaines contrées, Fukien occidental, Kiangsi méridional et dans un ou deux endroits de Hupeh, un partage des terres fut opéré. Bien que les avantages de cette division incombèrent normalement aux paysans riches (koulaks), l'acte même commença à prêter à l'armée rouge une subsistance et une signification sociale qui lui avaient jusqu'alors complètement manqué. Cependant, la politique agraire du P.C. et des armées rouges dans cette période fut une politique en faveur des koulaks chinois qui se ruèrent sur les postes de commandement de l'armée, dans la machine administrative installée sur les territoires contrôlés par les Rouges. Cette évolution atteint son apogée dans la période de Li-San.

Le Komintern avait donné l'instruction au P.C. chinois d'essayer de s'établir par l'intermédiaire de l'armée rouge dans une ou plusieurs "villes d'importance secondaire" et d'assurer une victoire complète "dans une ou plusieurs provinces". Li Li-San, dans sa candeur naïve, interpréta "villes d'importance secondaire" comme signifiant des villes comme Changsha (capitale de Hunan), Nanshang (capitale de Kiangsi) et même Hankow (capitale de Hupeh). Ainsi dans l'été de 1930, ces petites armées rouges, mal armées et peu préparées, sortirent des bases qu'elles avaient à peine réussi à établir et tentèrent de s'emparer d'un certain nombre de "villes d'importance secondaire". L'effort sur Nanshang échoua. Changsha fut prise, gardée quelques jours, mais rapidement évacuée. La liaison entre les diverses armées rouges était si réduite qu'à cette occasion le commandant rouge Ho-Lung, qui opérait dans le Hupeh et descendit aussi loin que Yochow, un peu plus haut sur la rivière de Changsha, au lieu de venir en aide aux autres, retourna vers le

nord et s'enfuit dans les montagnes. Le dernier écho de ces tentatives fut la prise de Kian, dans le Kiangsi, une petite ville qui fut tenue plusieurs semaines, mais devait être abandonnée sous la contre-attaque du Kuomintang. Les documents du P.C. chinois montrent que toutes ces tentatives eurent lieu vis-à-vis d'une population apathique, à la fois des paysans et des travailleurs dans ces "villes d'importance secondaire". En d'autres termes, ce furent des aventures purement militaires. Dans les gros centres industriels (Shanghai, Canton, Wuhan, Tientsin), il n'éveillèrent aucun écho. A l'appel du P.C. de "soutenir l'armée rouge", les travailleurs restèrent sourds. Ce ne fut pas seulement le cas de ces villes, mais à Changsha, Nanchang, Kian etc.. les efforts des avances des propagandistes furent à peu près infructueux. Il est intéressant de noter que les armées rouges qui officiellement adoptaient un programme en faveur des travailleurs, ne s'attaquèrent aux patrons de ces villes qu'avec beaucoup d'indécision, pour ne pas dire de timidité. Il est avéré qu'à Changsha les marchands refusèrent absolument d'accepter les revendications de l'armée rouge en faveur des travailleurs et que l'armée rouge n'insista pas.

Avant même que la faillite de ces tentatives fut éclatante, le Komintern décida d'ouvrir le feu sur Li-San. Les raisons politiques pour cette offensive étaient si maigres (après tout l'I.C. était compromise jusqu'au cou dans le Li-Sanisme) que quand les laquais de l'I.C. en Chine commencèrent à attaquer, le meilleur argument qu'ils purent trouver fut que Li-San avait dépassé les instructions du Komintern. Cependant les prétextes furent naturellement bientôt trouvés et le malchanceux Li-San devint l'objet d'une terrible campagne qui, bref, finit par son expulsion sommaire de la direction et par l'imposition d'une nouvelle direction, choisie arbitrairement par P. Mif et installée à ce qu'on appella le 49^e plénum du C.C. du P.C.Ch. en juin 1931. Les débris d'une opposition de droite à l'intérieur du parti furent éliminés et dès lors le parti devint le modèle d'un instrument monolithique modelé à l'image de Staline. Les directions qui furent installées après (Chen Shap-yu=Van Min, Chang Bang-Hsien, etc.) sont encore aujourd'hui à la tête du C.C. du P.C.Ch.

On se rendit compte qu'en face des difficultés objectives (la réaction générale, stabilité inattendue du régime du Kuomintang, c'est-à-dire inattendue pour les stalinien, etc...) il était nécessaire d'une part d'effectuer une certaine retraite (on expliqua que le Komintern entendait par "villes d'importance secondaire" des endroits comme Juichin, petites villes cachées dans les montagnes) et d'autre part de prendre l'initiative d'une politique terrienne capable de trouver un plus grand écho parmi les paysans pauvres et de gagner leur appui. L'I.C. imposa au P.C. chinois la tâche de former un gouvernement central des soviets et d'intensifier le travail de consolidation de la base de l'armée rouge. L'idée d'insurrections immédiates dans les villes (envisagée par Li-San) fut abandonnée. Il fut décidé d'être plus "réaliste" et de rester dans les limites des possibilités ouvertes au parti.

Ces décisions aboutirent en effet à l'abandon final du mouvement révolutionnaire dans les villes. Les insanités de la "troisième période" avec ses "Unions rouges" avaient presque entièrement éliminé le P.C. de l'arène du mouvement ouvrier qui restait sans lutte entre les mains des syndicats "jaunes" du Kuomintang. La majorité des travailleurs chinois restait sans organisation d'aucune sorte. Ici et là de petits groupes se défendaient désespérément mais étaient uniformément battus. Une reprise économique temporaire et légère en 1928 avait ouvert les possibilités d'une renaissance du mouvement ouvrier et il y avait là une certaine vague de grèves à ce moment. Mais la courbe retomba, l'occasion était manquée. Le mouvement ouvrier ne s'est jamais relevé des défaites accumulées des dernières années. Les stalinistes n'avaient jamais fait une politique capable de les rendre un facteur positif dans le mouvement ouvrier. Nous fûmes complètement en dehors. Les travailleurs restaient seuls. Dans les campagnes cependant le nouveau tournant de la ligne du P.C. rendait possible une certaine extension et un certain approfondissement du mouvement soi-disant de "soviet".

L i s e z n o t r e p r e s s e i n t e r n a t i o n a l e !

L'organe des bolchéviks-léninistes ^{ukrainiens} du Canada, ROBITNITCHI VISTI, (Labor News), s'est transformé en bi-mensuel et paraît en grand format. La nouvelle adresse est: Labor News, P.O.Box 63, TORONTO, Ont., Canada.

L'adresse de la VERITE modifiée ainsi: Jeanne Brisack, 11 rue de Moulin-Joly, PARIS XI^e

IV - Le régime "soviétique" en Kiangsi. Politique agraire et politique ouvrière.

Je ne peux ici qu'esquisser en grandes lignes le caractère général du régime qui existe d'une façon plus ou moins continue pendant quatre ans dans le Kiangsi méridional et dans une partie du Fukien occidental. Ce territoire était le territoire principal "soviétisé", les régions moins grandes et disséminées ailleurs reflètent sur une échelle beaucoup plus réduite le même développement.

Tout d'abord, constatons fermement le fait que contrairement à toute la propagande stalinienne ce territoire du Kiangsi qui était le plus grand de toutes les "régions soviétisées", contenait à peu près 15 hsiens (comtés) et une population pas plus nombreuse que 3.000.000 (chiffres basés sur des documents du P.C.) Il ne contenait aucune ville de quelque importance. Sa capitale était une petite ville de quelques milliers d'habitants (Juichin). La ville de Kanchow, située en plein centre de la "République Soviétique" n'a jamais été prise ou même tenue pour une courte période par l'Armée Rouge. L'armée elle-même dans ses meilleurs jours (1932/33) n'a jamais dépassé probablement 70 à 80.000 hommes. Laissons de côté les gardes auxiliaires paysannes etc. qui étaient très pauvrement armées. Ces faits démontrent tout de suite comment étaient limités économiquement ces "territoires soviétiques". Ils dépendaient de l'extérieur même pour le sel, sans parler du pétrole, du papier et d'autres objets de nécessité journalière. Le blocus du Kuomintang et une guerre civile incessante menée par les grandes troupes du Kuomintang (qui totalisaient vers la fin plus de 350.000 hommes!) contre les Armées Rouges mettaient celles-ci dans des difficultés matérielles terribles. Que les Rouges aient fait face à des difficultés tant qu'ils l'ont pu est un signe remarquable de l'héroïsme magnifique, de l'habileté militaire aussi bien des simples soldats que des chefs.

Mais en même temps ces difficultés obligeaient le P.C. de s'appuyer fortement sur les petits boutiquiers et marchands qui vivaient dans ces territoires parce que c'était surtout par leur intermédiaire que le contact avec l'extérieur fut maintenu. Cela signifiait que les intérêts des employés des magasins et des artisans subordonnés à ces marchands devaient être négligés en faveur du développement de la collaboration de ces marchands. La grandiose "loi sur le Travail" dont on a fait tant de propagande n'existait que sur le papier. La poignée de demi-prolétaires qui vivaient dans ces régions espéraient en vain d'améliorer leurs conditions de vie. A leurs demandes les chefs répondaient toujours: "Attendez, attendez. Nous ne pouvons pas risquer de faire mal au commerce", etc. etc. La même réponse fut donnée aux travailleurs agricoles parce que le P.C. ne pouvait pas risquer de perdre les paysans moyens et les paysans riches.

En fait, les Armées rouges ont effectivement, ou elles le pouvaient, partagé la terre, chassé les gros propriétaires et détruits les actes territoriaux, etc., mais l'avantage principal de ce changement a profité à la couche supérieure et non pas inférieure de la paysannerie. Dès le début les paysans riches et moyens ont pénétré dans les "soviets" et dans les organismes administratifs et ont résisté effectivement à la pression de la couche inférieure de la paysannerie. Les chefs stalinistes étaient eux-mêmes largement imprégnés de la psychologie des paysans riches (Mao Tse-tung, le chef politique en Kiangsi, est lui-même fils de paysans riches ou même d'un gros propriétaire. "C'est un vrai koulak", me disait un représentant de l'I.C. à Shanghai. "Nous aurons encore des troubles avec lui"). Bien que sous la pression des attaques du Kuomintang les staliniens aient essayé d'approfondir l'appui que leur donnaient les couches inférieures de la paysannerie par des révisions du partage des terres et par des redistributions successives en faveur des paysans pauvres, leurs efforts n'ont réussi que partiellement. Pendant l'année de 1933, c'est-à-dire sous la couverture des "paysans moyens" qu'il fallait cultiver d'après l'ordre officiel, la domination des riches paysans était encore fortifiée. Le résultat en est que la période d'expériences avec la "République soviétique" dans son entier portait l'empreinte de la dépendance de la direction du P.C. vis-à-vis de la couche supérieure de la paysannerie et des marchands, malgré ses efforts de forger des contacts plus étroits avec les paysans pauvres et avec les travailleurs agricoles. En fin de compte ceci leur était imposé en partie par le blocus et par la guerre civile, mais surtout par le manque de liaison organique avec la classe ouvrière dans les villes.

(La fin dans le prochain n°)

Le camarade Moulin de la section suisse nous prie d'insérer le suivant article

L' Angleterre et la guerre de sanctions -----

Sur le continent, on incline à sousestimer l'opposition à la guerre dans la classe ouvrière anglaise. Cependant, le prolétariat anglais, dans son écrasante majorité, ne veut point de la guerre et dans la mesure où l'ouvrier anglais se rend compte que les sanctions efficaces signifieraient la guerre, le mouvement contre les sanctions impérialistes s'amplifie. S'il est vrai que la S.D.N. est, en Angleterre, beaucoup plus populaire que sur le continent, il n'en est pas moins vrai que l'ouvrier anglais n'est pas du tout enclin à combattre pour un idéal quelconque. De plus, la popularité de la S.D.N. a diminué pendant les dernières semaines: bien des couches qui crurent que la S.D.N. était un instrument pour sauvegarder la paix, se rendent maintenant compte du caractère véritable de la "cuisine des voleurs" et du fait que le système impérialiste n'a pas changé depuis la guerre. Aussi longtemps qu'il n'y a pas de "patrie en danger" comme en 1914 - une alliance germano-italienne changerait la situation - le mouvement anti-sanctionniste a toutes les chances de devenir un facteur de lutte très fort contre la bureaucratie syndicale et le gouvernement national.

On sait que le congrès des trade-unions à Margate et la conférence du Labour Party à Brighton ont tous les deux accepté, à très fortes majorités, des résolutions pro-sanctionnistes (y compris des sanctions militaires). Mais on connaît également le caractère anti-démocratique de la préparation et de la composition de ces congrès, où, pour les grandes trade-unions, quelques délégués bureaucrates disposent de dizaines de milliers de voix. Le Labour Party n'est que l'expression politique des trade-unions. Les sections locales du parti qui représentent un dixième des voix au congrès du même parti ne sont pas beaucoup moins opprimées par la bureaucratie que les syndicats.

Toute la différence - car il y a une légère différence - entre les résolutions des trade-unions et du Labour Party est celle-ci: les syndicats appuient la politique du gouvernement d'une façon inconditionnée, tandis que le soutien du L.P. est subordonné à l'élimination de buts impérialistes du gouvernement national (!) dans l'application des sanctions...

Au contraire, le Parti Communiste, dont les sympathisants au congrès de Margate votaient la résolution de la bureaucratie, déclare que la lutte de classes révolutionnaire exige de demander des sanctions non seulement à la S.D.N. mais à son propre gouvernement impérialiste qui ainsi, sous la pression des masses, peut être amené à jouer une fonction "anti-fasciste". Si les stalinien anglais n'ont pas encore eu l'occasion de reconnaître la défense nationale, toujours est-il qu'ils déclarent dès maintenant: "Nous ne tolérerons pas que les régimes fascistes n'élargissent leurs territoires, ne serait-ce que d'un seul pouce" (H. Pollitt dans un discours à Londres). Il est à remarquer que les applaudissements à de telles phrases sont extrêmement faibles. La déception dans les rangs stalinien après le 7^e congrès est d'autant plus grande.

Le congrès des trade-unions a reçu un télégramme cordial de l'Internationale Syndicale Rouge et il a répondu non moins cordialement, sans prendre aucun engagement. Mais Citrine s'est fait inviter par l'URSS pour y obtenir ce qu'un Eden n'a pu parfaire: l'affirmation de l'aide soviétique pour l'impérialisme anglais. Après l'extermination de la "troisième période", le 7^e congrès a, pour l'Angleterre également, ouvert une période de collaboration de classes. Le comité anglo-russe a été une entreprise révolutionnaire en comparaison avec cette nouvelle alliance. Le Conseil de la paix préparé par les stalinien anglais est en réalité un soviet pour la guerre impérialiste.

L'opposition aux sanctions existe du reste, également dans certaines fractions de la classe dominante. Une partie croit que le moment pour la guerre ne soit pas encore venu. Ils veulent faire mûrir l'alliance avec l'Allemagne qui peut être très utile comme allié mais qui est sans intérêt comme adversaire par son manque de

colonies et de capitaux étrangers. D'autres ne veulent pas la guerre contre l'Italie puisqu'ils la veulent conserver justement comme allié contre l'Allemagne, ou parce qu'ils craignent la révolution. Les fascistes, entièrement libres dans le choix de leurs mots d'ordre, se font, comme en France, les champions de la paix, et avec un succès encore plus grand, car en France les partis de gauche ne prêchent pas si ouvertement la guerre sainte contre l'Italie que le font les syndicats anglais, reflétant ainsi seulement l'attitude et l'intérêt de leurs bourgeoisies réciproques. La presse réactionnaire anglaise profite largement de l'esprit belliqueux des chefs ouvriers pour les rendre responsables dès maintenant de toutes les conséquences d'une guerre. Ces messieurs savent naturellement très bien que les résolutions des trade-unions émanent du gouvernement lui-même qui voulait savoir à quel point il peut compter sur l'aristocratie ouvrière.

Mais la victoire de l'impérialisme anglais à Margate et à Brighton (comme à Genève et à Moscou) est beaucoup moins grande qu'on ne le suppose. L'union sacrée est conclue par les chefs, mais les masses refusent de l'accepter. Comment s'exprime cette opposition ouvrière à la guerre? Elle va du pacifisme négatif des socialistes chrétiens et de Lansbury au pacifisme militant de l'aile droite de l'I.L.P. (Maxton) du révolutionnarisme abstrait de la Ligue Socialiste - qui ne cesse de souligner le caractère impérialiste de la S.D.N. ("Le monde n'est pas organisé pour la paix mais pour la guerre", St.Cripps) et prêche la résistance à la guerre - au révolutionnarisme pratique de la gauche de l'I.L.P. et des syndicats, cette dernière n'étant pourtant nullement ourganisée. A l'intérieur de l'I.B.P. des gens comme Ellen Wilkinson et Harald Laski prennent des positions nettement anti-impérialistes, mais c'est surtout la Ligue Socialiste, dont l'opposition résolue à la bureaucratie du parti est un fait d'une grande importance. Mais même en ce qui concerne le Labour Party proprement dit, on peut lire chaque jour une démission plus ou moins importante du L.P. Chaque jour, tel syndicat ou telle section de parti prennent des résolutions anti-sanctionnistes pacifistes en général mais parfois révolutionnaires. D'ailleurs le pacifisme ouvrier peut au moment où la bourgeoisie décide la guerre jouer un rôle extrêmement révolutionnaire.

Ceux des journaux sanctionnistes qui publient régulièrement des lettres de lecteurs sont contraints de copier bien des lettres anti-sanctionnistes et anti-impérialistes. Et le NEW LEADER, l'organe hebdomadaire du l'I.L.P., peut écrire: "Pendant le dernier mois nous avons reçu plus de lettres enthousiastes soutenant le NEW LEADER que pendant n'importe quel mois depuis notre existence" (4 octobre). Le 25 septembre un meeting public à Londres convoqué par l'I.L.P. acclama bien plus fortement Fenner Brockway qui parlait sur un ton révolutionnaire, que le pacifiste pur Maxton. Mais l'accueil le plus chaleureux fut donné au camarade nègre James qui parlait au nom du Groupe Marxiste (B.-L.) de l'I.L.P. Le mouvement "No more war" ("Plus de guerres!") prêche la résistance à la guerre des sanctions comme à toute guerre et a organisé une conférence contre la défense anti-aérienne, réunissant 500 délégués qui presque tous sont membres d'organisations réformistes. Le conseil des syndicats de Liverpool proteste comme bien d'autres syndicats et groupes du parti travailliste contre la défense anti-aérienne préconisée par le L.P. Dans le pays de Galles, un conseil d'action contre la guerre est créé sur l'initiative de l'I.L.P. Le parti travailliste de l'Irlande septentrionale a voté pour des sanctions ouvrières et contre l'impérialisme. Les syndicats australiens se déclarent contre les sanctions de la S.D.N. D'autres faits indiquent que l'unité de l'Empire britannique est menacée.

Malgré l'attitude anti-impérialiste de l'I.L.P., ce parti n'est pas un parti révolutionnaire, ni par son organisation, ni par sa doctrine. L'utilisation de la crise profonde de l'impérialisme anglais pour la révolution dépend du procès d'organisation d'un parti bolchévik-léniniste anglais. A nos camarades anglais de tirer les conséquences de la situation, de former un noyau actif et ferme, de travailler dans les masses, d'avoir des mots d'ordres léninistes contre la guerre, de démasquer les deux Internationales "ouvrières", et de créer ainsi les conditions pour le succès des luttes révolutionnaires qui attendent le prolétariat anglais.

le 8 octobre 1935

MOULIN.

[illegible]

Autour du problème national et des tâches du parti prolétarien

(REMARQUES SUR LE PROJET DE THÈSES DE LA LIGUE COMMUNISTE D'AFRIQUE DU SUD)

Les thèses ont été indubitablement écrites sur la base d'une étude sérieuse aussi bien des conditions économiques et politiques de l'Afrique du Sud que de la littérature du marxisme et du léninisme, celle des bolchéviks-léninistes en particulier. Aborder d'une façon scientifique et sérieuse toutes les questions est une des plus importantes conditions de succès pour une organisation révolutionnaire. L'exemple de nos amis sud-africains confirme de nouveau qu'à l'époque actuelle seuls les bolchéviks-léninistes, c'est-à-dire les révolutionnaires prolétariens conséquents, s'intéressent sérieusement à la théorie, analysent la réalité, apprennent eux-mêmes avant d'apprendre aux autres. La bureaucratie staliniste a depuis longtemps remplacé le marxisme par une combinaison d'ignorance et d'insolence.

Dans les lignes qui suivent je veux faire quelques remarques sur le projet de thèses, qui doivent servir de programme à la Ligue Communiste d'Afrique du Sud. Je n'oppose en aucun cas ces remarques au texte des thèses. Ma connaissance des conditions de l'Afrique du Sud est trop insuffisante pour que je puisse prétendre à une opinion pleinement achevée sur une série de questions pratiques. C'est seulement dans quelques cas qu'il m'arrivera d'exprimer mon désaccord avec certaines affirmations du projet. Mais même là, autant que je puis juger de loin, il n'y a pas de désaccord principaux avec les auteurs des thèses; il s'agit plutôt de quelques formulations polémiques exagérées dans la lutte contre la néfaste politique nationale du stalinisme. Mais il est de l'intérêt de la cause de ne pas masquer même l'imprécision des formulations, mais au contraire de les soumettre à un examen public, pour parvenir au texte le plus clair possible et irréprochable. Tel est le but des lignes suivantes, dictées par le désir d'apporter aux bolchéviks-léninistes sud-africains une coopération même mince dans le grand travail plein de responsabilités, qu'ils ont entrepris.

Les possessions sud-africaines de la Grande-Bretagne représentent un "dominion" seulement du point de vue de la minorité blanche. Du point de vue de la majorité noire, l'Afrique du Sud est une colonie esclave.

Aucune révolution sociale (au premier chef, une révolution agraire) n'est concevable avec le maintien de la domination de l'impérialisme britannique sur le dominion sud-africain. Le renversement de la domination britannique en Afrique du Sud est aussi nécessaire pour le triomphe du socialisme en Afrique du Sud qu'en Grande-Bretagne même.

Si, comme on peut le supposer, la révolution commence d'abord en Grande-Bretagne, la bourgeoisie anglaise sera battue d'autant plus rapidement dans la métropole que sera moindre l'appui qu'elle pourra trouver dans les colonies et les dominions, y compris une possession aussi importante pour elle que l'Afrique du Sud. La lutte pour chasser l'impérialisme britannique, ses instruments et ses agents s'inscrit ainsi nécessairement dans le programme du parti prolétarien de l'Afrique du Sud.

Le renversement de la domination de l'impérialisme britannique en Afrique du Sud peut être le résultat de la défaite militaire de la Grande-Bretagne et de la désagrégation de l'Empire: dans ce cas les blancs d'Afrique du Sud peuvent encore maintenir pendant un certain temps, peut-être même un temps prolongé, leur domination sur les noirs. Une autre variante, qui en fait peut se trouver liée à la première variante, c'est la révolution en Grande-Bretagne et dans ses possessions. Les trois quarts de la population de l'Afrique du Sud (presque 6 millions sur presque 8) sont des gens de couleur. La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes, leur donnera, à son tour, ce qui leur manque tant maintenant: la confiance dans leurs forces, une conscience accrue de leur personnalité, l'accroissement de la culture. Dans ces conditions la république sud-africaine deviendra surtout une république "noire": cela n'exclut pas, bien entendu, ni l'égalité complète des blancs, ni des relations fraternelles entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des blancs); mais il est absolument évident que la marque dominante sur l'état sera donnée par la majorité écrasante de sa population, affranchie d'une dépendance servile.

Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les relations non seulement entre les classes, mais aussi entre les races et assurera aux noirs dans l'Etat la place qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du

Sud aura aussi un caractère national. Nous n'avons pas la moindre raison de fermer les yeux sur ce côté de la question ou de diminuer son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit et en paroles et en fait, ouvertement et hardiment, prendre la résolution du problème national (racial) dans ses mains.

Cependant, résoudre le problème national le parti prolétarien peut et doit le faire par ses méthodes.

L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que lutte de classes. L'Internationale communiste, depuis 1924, a transformé le programme d' "émancipation nationale" des peuples coloniaux en une abstraction démocratique creuse, qui s'élève au-dessus de la réalité des rapports des classes. Pour lutter contre l'oppression nationale les diverses classes s'affranchissent (pour un moment) des intérêts matériels et deviennent de simples forces "anti-impérialistes". Pour que ces "forces" immatérielles remplissent bienveillamment la tâche confiée à elles par l'Internationale Communiste, on leur promet en récompense un Etat "national-démocratique" immatériel (avec l'inévitable référence à la formule de Lénine de la "dictature démocratique des ouvriers et des paysans").

Les thèses indiquent qu'en 1917 Lénine liquida ouvertement et une fois pour toutes la formule de "dictature démocratique des ouvriers et des paysans", comme condition soi-disant nécessaire pour résoudre la question agraire. C'est absolument vrai. Mais pour éviter des malentendus il faut ajouter: a) Lénine parlait toujours de dictature révolutionnaire bourgeoise-démocratique, et non pas d'Etat "populaire" immatériel; b) pour lutter pour la dictature bourgeoise-démocratique il proposait non pas un bloc de toutes les "forces anti-tzaristes", mais menait une politique indépendante de classe du prolétariat. Le bloc "anti-tzariste" était une idée des socialistes-révolutionnaires russes et des cadets de gauche, c'est-à-dire des partis de la petite et moyenne bourgeoisie. Contre eux le bolchévisme mena toujours une lutte implacable.

* *

Quand les thèses disent que le mot d'ordre de "république noire" est aussi nuisible (équally harmful) pour la cause de la révolution que le mot d'ordre de l' "Afrique du Sud aux blancs", nous ne pouvons pas être avec cette formulation d'accord: de la part des blancs il s'agit du maintien d'une oppression infâme; de la part des noirs - des premiers pas vers l'émancipation. Le droit total et inconditionné des noirs à l'indépendance nous devons le reconnaître absolument et sans aucune réserve. C'est seulement sur la base d'une lutte commune contre la domination des exploiters blancs que peut s'élever et se renforcer la solidarité des travailleurs noirs et blancs. Il est possible que les noirs reconnaissent après la victoire inutile la création d'un Etat noir particulier en Afrique du Sud; naturellement, nous ne leur imposerons pas un séparatisme étatique; mais qu'ils fassent cette reconnaissance librement, sur la base de leur propre expérience, et non pas sous la verge des oppresseurs blancs. Les révolutionnaires prolétariens ne doivent jamais oublier le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes, y compris la séparation complète, et le devoir du prolétariat de la nation qui opprime de défendre ce droit, s'il le faut, les armes à la main!

Les thèses soulignent tout à fait justement le fait que la solution de la question nationale en Russie fut apportée par la révolution d'Octobre. Les mouvements nationaux démocratiques en eux-mêmes furent impuissants à venir à bout de l'oppression nationale du tzarisme. C'est seulement grâce au fait que les mouvements des nationalités opprimées, comme aussi le mouvement agraire de la paysannerie, ont donné au prolétariat la possibilité de conquérir le pouvoir et d'établir sa dictature, que la question nationale, comme aussi la question agraire, a trouvé une solution hardie et décisive. Mais la combinaison même des mouvements nationaux avec la lutte du prolétariat pour le pouvoir s'est trouvée politiquement possible seulement grâce au fait que le parti bolchévik, tout au long de son histoire, avait mené une lutte implacable contre les oppresseurs blancs-russiens, en soutenant toujours et sans réserve le droit des nations opprimées à leur indépendance, jusques et y compris la séparation d'avec la Russie.

* *

La politique de Lénine à l'égard des nations opprimées n'avait, pourtant, rien de commun avec la politique des épigones. Le parti bolchévik défendait le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes par les méthodes de la lutte de classes prolétarienne, rejetant tout net les blocs "anti-impérialistes" chamlatanesques avec

les nombreux partis "nationaux" petits-bourgeois de la Russie Tzariste (le P.P.S., le parti de Pilsudski, en Pologne tzariste; Dachnaki en Arménie; les nationalistes ukrainiens; les sionistes chez les juifs, etc. etc...). Le bolchévisme démasque toujours impitoyablement ces partis, comme aussi les "socialistes-révolutionnaires", leur double nature et leur aventurisme, et surtout le manège de leur idéologie au-dessus des classes. Il ne suspendait sa critique impitoyable même pas, lorsque les conditions l'obligeaient à tel ou tel accord épisodique strictement pratique avec eux. De quelque alliance permanente sous le drapeau de l'"anti-tzarisme" il ne pouvait être question. C'est seulement grâce à une politique de classe implacable que le bolchévisme réussit dans les conditions de la révolution à rejeter de côté les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les partis nationaux petits bourgeois et à souder autour du prolétariat les masses de la paysannerie et des nationalités opprimées.

+ + +

"Nous ne devons pas - disent les thèses - concurrencer le Congrès National Africain dans le domaine des mots d'ordre nationalistes avec le but de conquérir les masses indigènes. L'idée en elle-même est juste, mais elle exige une concrétisation. N'ayant pas une connaissance précise de l'activité du Congrès National, je ne peux tracer que par analogie notre politique à son égard, je note d'ailleurs que je suis prêt à apporter dans mes propositions toutes les corrections nécessaires.

1) Les bolchéviks-léninistes sont pour la défense du Congrès, tel qu'il est, dans tous les cas où il tombe sous les coups des oppresseurs blancs et leurs agents chauvins dans les rangs des organisations ouvrières.

2) Les bolchéviks opposent les tendances progressives et réactionnaires dans le programme du congrès.

3) Les bolchéviks démasquent devant les masses indigènes l'incapacité du Congrès d'obtenir la réalisation même de ses propres revendications, par suite de sa politique superficielle, conciliatrice et lancent, en opposition au congrès, un programme de lutte révolutionnaire de classe.

4) Divers accords épisodiques avec le congrès, s'ils sont imposés par la situation, ne sont admissibles que dans les cadres de tâches pratiques strictement délimitées, en maintenant l'indépendance complète de notre organisation et la liberté de critique politique.

* * *

Les thèses lancent, comme mot d'ordre politique central, non pas l'"Etat national-démocratique", mais l'"Octobre" sud-africain. Elles montrent, et cela avec une complète évidence: a) que les questions nationale et agraire en Afrique du Sud au fond coïncident; b) que ces deux questions ne peuvent être résolues que par la voie révolutionnaire; c) que la résolution révolutionnaire de ces questions mène à la dictature du prolétariat, dirigeant les masses paysannes indigènes; d) que la dictature du prolétariat ouvre l'ère du régime soviétique et de l'édification socialiste. Cette conclusion est la pierre angulaire de tout l'édifice du programme. Ici notre solidarité est complète.

Mais à cette formule "stratégique" en générale il faut amener les masses au moyen d'une série de mots d'ordre "tactiques". On ne peut les élaborer à chaque étape donnée que sur la base d'une analyse des conditions concrètes de la vie et de la lutte du prolétariat et de la paysannerie et de toute la situation nationale et internationale. Sans entrer dans ce domaine, je veux seulement m'arrêter brièvement sur la corrélation des mots d'ordre nationaux et agraires.

Les thèses soulignent plusieurs fois qu'en premier lieu il faut lancer des revendications non pas nationales mais agraires. C'est une question très importante, qui mérite une sérieuse attention. Reculer ou affaiblir les mots d'ordre nationaux avec le but de ne pas repousser les chauvins blancs au sein de la classe ouvrière serait, bien entendu, de l'opportunisme criminel, absolument étranger aux auteurs et aux partisans des thèses: cela découle de façon absolument claire des thèses, imprégnées de l'internationalisme révolutionnaire. Sur ces socialistes, qui luttent pour les privilèges des blancs, les thèses disent très bien: "On doit voir que ces "socialistes" sont les plus grands ennemis de la révolution". Il reste une autre explication, qui est indiquée en passant dans le texte même: les masses paysannes indigènes arriérées sentent beaucoup plus immédiatement l'oppression agraire que l'oppression nationale. C'est tout à fait possible (la majorité des noirs sont des paysans; la grande masse des terres est dans les mains de la minorité blanche). Dans leur lutte pour la terre les paysans russes ont longtemps mis leurs espoirs dans le tzar et s'

écartaient obstinément des conclusions politiques. Du mot d'ordre traditionnel de l'intelligentzia révolutionnaire: "la terre et la liberté", le moujik n'a longtemps pris que la première moitié. Il fallut des dizaines d'années d'agitation agraire et d'influence des ouvriers des villes pour que le paysan lia les deux mots d'ordre l'un à l'autre.

A peine le bantou pauvre et esclave nourrit-il plus d'espoirs dans le roi d'Angleterre ou en Macdonald. Mais son extrême retard politique s'exprime aussi par l'absence chez lui de conscience nationale. En même temps il ressent très vivement la servitude agraire et fiscale. Dans ces conditions la propagande peut et doit partir avant tout des mots d'ordre de la révolution agraire pour pas à pas, sur la base de l'expérience de la lutte, amener les paysans aux conclusions politiques et nationales nécessaires. Si ces considérations politiques sont exactes, il s'agit non pas du programme lui-même, mais de la question de savoir par quelle voie faire pénétrer ce programme dans la conscience des masses indigènes.

Avec la faiblesse numérique des forces révolutionnaires et l'extrême dispersion de la paysannerie, on pourra agir sur celle-ci, au moins, dans la prochaine période, surtout, sinon exclusivement, par l'entremise des ouvriers avancés. D'autant plus important est-il d'éduquer ces derniers dans l'esprit d'une claire compréhension de l'importance de la révolution agraire pour la destinée de l'Afrique du Sud.

Le prolétariat du pays comprend des partisparas noirs arriérés et une caste privilégiée arrogante de blancs. Là est la plus grande difficulté de toute la situation. Les secousses économiques de l'époque du capitalisme pourrissant, comme l'indiquent justement les thèses, doivent ébranler puissamment les anciennes cloisons et faciliter le travail de rassemblement révolutionnaire. En tout cas le pire crime pour les révolutionnaires serait de faire la moindre concession aux privilèges et aux préjugés des blancs. Celui qui donne le petit doigt au démon du chauvinisme, celui-là est perdu. Le parti révolutionnaire doit devant tout ouvrier blanc poser l'alternative: ou avec l'impérialisme britannique et avec la bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud - ou avec les ouvriers et paysans noirs contre les féodaux et les esclavagistes blancs et leurs agents au sein de la classe ouvrière même.

Le renversement de la domination britannique sur la population noire de l'Afrique du Sud ne signifiera pas, bien entendu, la rupture économique et culturelle avec l'ancienne métropole, si cette dernière s'est elle-même affranchie des pillards impérialistes qui l'oppriment. Par l'intermédiaire des blancs, qui en fait, dans la lutte commune, lieront leur sort au sort des esclaves coloniaux actuels, l'Angleterre Soviétique pourra exercer une puissante influence économique et culturelle sur l'Afrique du Sud, non plus sur la base de la domination, mais sur les principes de l'entraide prolétarienne.

Mais sera peut-être encore plus importante l'influence que l'Afrique du Sud Soviétique exercera sur tout le continent noir. Aider les nègres à rattraper la race blanche, pour s'élever la main dans la main avec elle à de nouvelles hauteurs de la culture, telle sera une des plus grandioses et des plus nobles tâches du socialisme.

*
* *

En conclusion je veux dire quelques mots au sujet de l'organisation légale et illégale (Concerning the Constitution of the Party).

Les thèses soulignent justement le lien indéfectible entre l'organisation, le programme et la tactique du parti. L'organisation doit assurer l'accomplissement de toutes les tâches révolutionnaires, en complétant l'appareil légal par un appareil illégal. Personne, bien entendu, ne propose de créer un appareil illégal pour les fonctions, qui dans les conditions actuelles peuvent être remplies par un organisme légal. Mais chaque fois qu'approche une crise politique il faut créer les cellules de réserve illégales de l'appareil, cellules qui pourront s'étendre en cas de besoin. Une certaine partie du travail, d'ailleurs très importante, ne peut dans aucune condition être faite ouvertement, c'est-à-dire sous les yeux des ennemis de classe.

Pourtant, la forme la plus importante - pour la période actuelle - de travail illégal ou semi-légal des révolutionnaires est le travail dans les organisations de masse, avant tout dans les trade-Unions. Les chefs des trade-unions représentent une police non-officielle du capital; ils mènent une lutte impitoyable contre les révolutionnaires. Il faut savoir travailler dans les organisations de masse, sans tomber sous les coups de l'appareil réactionnaire. Le groupe révolutionnaire dans les trade-unions, qui apprend par expérience toutes les règles indispensables de la conspiration, saura continuer son travail dans une situation illégale, quand les circonstances l'exigeront.